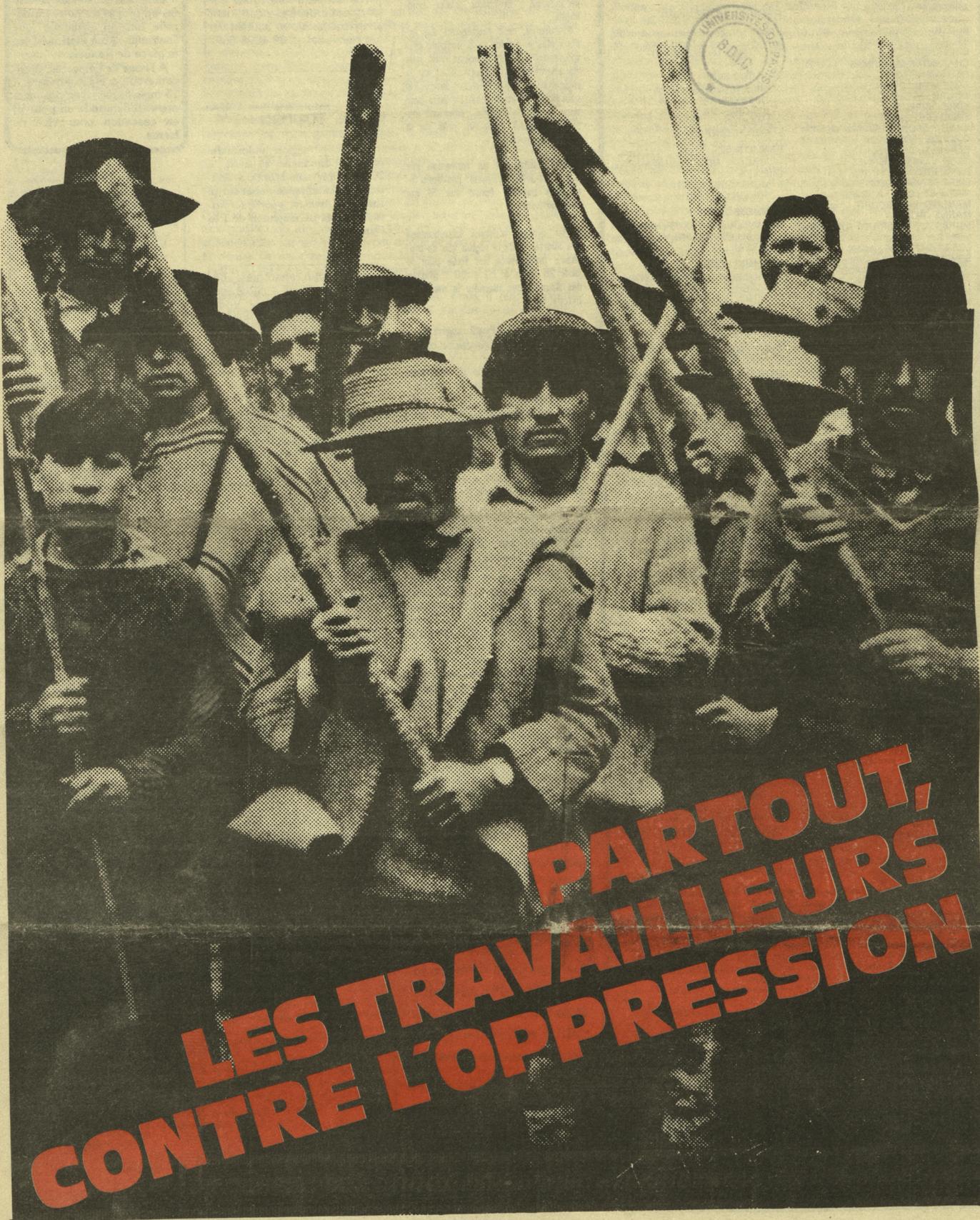


T2137-438-6,00 F

ISSN 0026-9433

le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 438 JEUDI 1^{er} AVRIL 1982 6,00 F



**PARTOUT,
LES TRAVAILLEURS
CONTRE L'OPPRESSION**

. For. 2520

Liste et permanences des groupes de la F.A.

PROVINCE

AINIS : ANIZY-LE-CHATEAU
ALLIER : MOULIN - YEZURE
ALPES-MARITIMES : GROUPE DEPARTEMENTAL NICE - CANNES
ARDECHE : AUBENAS
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR - GARDONNE
CALVADOS : CAEN
CHARENTES-MARITIMES : MARENNES-ROCHEFORT
COTE-D'OR : DIJON
DOUBS : BESANCON
EURE : EVREUX
FINISTERE : BREST
GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
GRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
HERAULT : BEZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : SAINT-ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : CHERBOURG
MARNE : REIMS
MORBIHAN : GROUPE DEPARTEMENTAL
LOT-ET-GARONNE : AGEN
SENE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
LOIRE-ATLANTIQUE : GROUPE NANTAIS
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE - VALENCIENNES
OISE : CREIL - BEAUVAIS
ORNE : FLERS - LA FERTÉ-MACÉ
HAUTE-GARONNE : GROUPE REGION TOULOUSAIN
TOULOUSAIN : LYON
PUY-DE-DOME : CLERMONT-FERRAND
SARTHE : LE MANS
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE
HAUTE-VIENNE : LIMOGES

VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL
YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4^e, 5^e, 6^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - VILLEJUIF
 - MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 - BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE - LA DÉFENSE
 - HOUILLES-SARTROUVILLE
 - VERSAILLES

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - DEUIL-MONTMAGNY
 - STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS

PROFESSIONNELLES
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénil-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin.
EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Jura.
ILE-DE-FRANCE : Meulan, Nord Seine-et-Marne, Maule.
OUEST : Bégard, Quimper, Pont-Audemer, Laval, Parthenay, Poitiers, Marennnes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême.
CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Saumur.
SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Montauban.
RHÔNE-ALPES : Valence, Isère, Thonon-les-Bains, Chambéry.
CORSE : Ajaccio, Corte.
LA RÉUNION : liaison anarchiste
GUADÉLOUPE : Basse-Terre.

PERMANENCES DES GROUPE

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27000 Evreux.
Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h, au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
Groupe Jules Durand / Entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Teller au Havre, permanences les lundis et samedis de 18 à 19 h.
Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germain c/o BP 7, 80330 Longueau.
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro Boucicaut, tous les jeudis de 19 à 20 h.
Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18^e.
Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tel. (23).80.17.09).
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Batiant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.
Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.
Permanences FA et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillaud, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au RU B, Campus.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11^e (M^o République) - tél. : 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

• Depuis le début de l'année, le groupe anarchiste Albert Camus de Toulouse mène une campagne pour la gratuité des bus. Nous essayons de sensibiliser les usagers aux problèmes graves que soulèvent les transports publics dans notre ville. Pour l'instant, nous avons utilisé tous les moyens classiques de propagande : affichage, tracts, bombages.

Maintenant, nous envisageons des actions plus originales et si possible plus spectaculaires. Nous appelons donc tous les anarchistes de Toulouse et de la région à nous aider. Nous avons besoin de gens disponibles. La lutte continue. Pour tout contact : dimanche matin au marché St-Severin, près de la Bourse du travail.

• Une liaison est en formation sur Mantes-la-Jolie (Yvelines). Les gens intéressés peuvent écrire aux RI qui transmettront.

• Le groupe d'Evreux communique aux libertaires de la région que sa prochaine permanence est fixée pour le jeudi 25 mars à 20 h 30 : Maison des Associations (derrière la mairie) à Evreux.

• Le groupe G. Pinelli assure deux ventes du *Monde libertaire* chaque semaine :
 - le dimanche matin de 10 à 12 h au marché du Poteau (rue du Poteau) ;
 - le lundi soir de 17 à 18 h, place Jules Joffrin (m^o Jules Joffrin).

• Pour un travail de recherche, le groupe Région toulonnaise recueille tout renseignement sur le mouvement anarchiste dans le Var, de 1879 à 1950. Ecrire aux RI qui transmettront.

• Les libertaires et sympathisants FA du département de l'Allier, intéressés par l'antimilitarisme, peuvent contacter les RI qui transmettront.

• Vous habitez la Charente-Maritime. Vous voulez changer les choses et la vie. Prenez contact avec le groupe Michel Bakounine, BP 26, 17450 Le Château-d'Oléron, tél. : (46) 47.67.39. Programme des réjouissances : distributions de tracts, collages d'affiches, organisation de réunions publiques... la révolution au présent et au quotidien comme partie prenante d'une dynamique de la révolution sociale.

• Les groupes FA Pinelli et Louis Lingg (Stains et sa région) sont en mesure de vous faire part de leur union. Ils ne constituent désormais qu'un seul et unique groupe sous le nom « Groupe anarchiste Louis Lingg-Pinelli ». Pour tout contact, écrire aux RI qui transmettront.

Le Monde libertaire est en vente dans tous les kiosques des gares et les principales maisons de presse. Pour nous aider à limiter le nombre d'invendus, achetez-le toujours au même endroit ou mieux encore : abonnez-vous !

Rédaction-Administration
 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

ROUEN

Le groupe FA de Rouen organise une réunion publique sur le thème : *Les prisons*, avec Serge Livrozet, le 24 avril à 14 h 30, à la Malle-aux-Toiles.

Le Drapeau noir, édité par le groupe de Besançon vient de paraître. Votre soutien est le bienvenu : CCP 2025 65 T Dijon.

TOULON

Le groupe région toulonnaise organise dimanche 25 avril, à 20 h 30, à la salle Mozart à Toulon, une conférence-débat sur le thème : *L'armée, pour quoi faire ?* Avec la participation de Léo Campion.

Le groupe anarchiste de l'hôpital de Villejuif a publié son bulletin n° 3, *Espérance*. Vous pouvez le demander à Publico contre 2 F en timbres.

MARSEILLE

Le groupe de Marseille organise le samedi 3 avril un débat sur le thème suivant : *Les anarchistes et la propriété*. Soyez présents dès 14 h au local du groupe, 3, rue Fontaine-de-Caylus, dans le Panier.

Procès antimilitariste

Vendredi 26 mars, un militant de la FA, Didier Hervé, est passé en procès au TPFA de Rennes.

Surprise, la porte du palais de justice était murée. Les nombreuses personnes présentes au procès de notre camarade ont pu constater que l'antimilitarisme était actif sur la place de Rennes.

A l'issue de ce procès, notre camarade a été condamné à 15 mois fermes d'emprisonnement. Il demande un pourvoi en cassation pour vice de forme.

VIENT DE PARAÎTRE (avec de nombreuses illustrations)

VOLONTÉ ANARCHISTE N° 16-17

Histoire du mouvement libertaire en Bulgarie
 par G. Balkanski

Ce numéro double : 25 F. Les précédents numéros : 15 F. (En vente à Publico).

Abnt 8 numéros : 110 F. Abnt de soutien : 180 F.

CCP 21 600 42 C Paris, à adresser au groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

On peut faire comprendre dans son abonnement des numéros déjà parus.

Sommaire

PAGE 2
 Activités des groupes FA

PAGE 3
 En bref

Grandeur et décadence

La pub à « Libé »

Editorial

Manifestation antimilitariste

PAGE 4
 Les paysans montent à Paris

41^e congrès de la CGT

Les prostituées s'organisent

PAGE 5
 Un syndicat de prisonniers ?

La représentation est terminée !

PAGE 6
 Esperanto Rubrico

Une seule réforme de l'armée...

PAGE 7
 Quoi de neuf dans la santé ?

PAGE 8
 Le Guatemala

La Cisjordanie

PAGE 9
 Informations internationales

PAGE 10
 La Mutualité

PAGE 11
 Spectacles, livres...

PAGE 12
 Quand le masque de l'appareil CFDT tombe

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration
25 n°	130 F	150 F	190 F	145 rue Amelot 75011 Paris
50 n°	250 F	280 F	350 F	Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner 145, rue Amelot, Paris (France)

Nom Prénom
 N° Rue
 Code postal Ville
 à partir du N (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien

Cheque postal Cheque bancaire Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

en bref...en bref...

• Les antimilitaristes d'Aviz de Recherche, que nous avons reçus dans notre studio de Radio-Libertaire, viennent de sortir un livre : *Cavales insoumises* : « Le militantisme clandestin, arrestations et évasions, procès, prison, etc. »
Un livre à ne pas laisser traîner entre toutes les mains.

Le numéro 41 de *Liberecana ligilo* (organe anational des anarchistes esperantistes) vient de paraître.
Au sommaire : l'esperanto en Chine, Radio-Libertaire, l'anarchisme aux USA, La Yougoslavie après Tito, Solidarité en Pologne, la mer de Sofia (Bulgarie), archives anarcho-esperantistes.
On peut se procurer ce numéro 41 à Publico.

• Calotte : le curé de la commune de la Ferté-Macé (Orne) a expliqué à la presse que l'échec du candidat socialiste sortant est dû au fait qu'« en France, les gens ne sont pas libéraux ». Et de citer en exemple une religieuse qui enseigne au lycée Karl-Marx, au Congo.
Le libéralisme se mesure au nombre de parasites qu'il est permis de laisser grouiller sur le dos des exploités !

• Dans la chronique d'André Glucksmann (*Libération* du 19 mars 82), celui-ci nous dit : « Hitler est loin, l'homme des casernes est maintenu aux lisières de l'Europe occidentale. »
Encore un qui devrait oter ses œillères !

• A l'heure actuelle, le gouvernement prépare la sauce avec laquelle seront mangés les travailleurs des entreprises nationalisées.
Nous pouvons vous dire que cette sauce aura un arrière-goût de bénitier et de frocaille puisque le texte gouvernemental en préparation traite de la formation de conseils d'ateliers, de services ou de bureaux.
Le néo-corporatisme se porte bien, merci !

• La librairie associative « L'en-dehors », 46, rue du Mirail, à Bordeaux, organise une conférence-débat avec M. Body sur son ouvrage *Un piano en Bouleau de Carélie (mes années de Russie, 1917-1927)*, le vendredi 2 avril à 20 h 30, salle de l'Aiglon, place Puy-Paulin.

• Il n'est pas bon de montrer sa solidarité aux Polonais par des graffitis dans la « banlieue rouge ». Ainsi, ceux qui ont écrit sur les murs de Saint-Ouen : « Jaruzelski, Krazucki, crevez » ou bien « Régions leur compte aux staliniens » se sont vus condamnés à rembourser les frais de peinture utilisée pour recouvrir ces « vilénies ».
L'avocat (communiste) de la partie civile a cru bon de déclarer après l'audience : « un communiste ne peut condamner le militantisme... »
Il se contente — pour l'instant — de condamner les militants.

• Les ouvriers de chez Ford gèrent et participent à leur propre exploitation. En effet, ceux-ci ont dernièrement ratifié le protocole d'accords conclu entre la direction et le syndicat des travailleurs de l'automobile. Ainsi, Ford s'engage durant deux ans à ne pas fermer d'usines (dans le cas où ces fermetures seraient relatives soit à des transferts vers l'étranger, soit à des usines employant des ouvriers non syndiqués).
En échange de cela, les ouvriers acceptent que leurs salaires soient bloqués pendant 31 mois, et les primes de rattrapage du coût de la vie gelées pendant neuf mois. Enfin, des jours de congés payés seront purement supprimés !

Abonnez-vous

Grandeur et décadence

GRANDEUR et décadence... La bourgeoisie de Lyon, froide et hautaine, s'est donnée, pendant un demi-siècle, un maire qui avait de la gueule et de l'envergure, Edouard Herriot. Elle est tombée, par la suite, de Pradel en Colomb, c'est-à-dire bien bas. Vous allez voir jusqu'où...

La municipalité de ce monsieur Colomb, donc, vient de prendre une décision historique : la douche hebdomadaire est obligatoire, désormais, pour les clochards qui gîtent sous les ponts ou pioncent sur les bancs entre Rhône et Saône. Un fourgon de police effectue une tournée en ville, raflant tout ce qui, aux yeux des représentants de la loi, a le poil de barbe et le cheveu trop longs, le manteau troué, les godillots qui baillent. Et allez ouste ! A la douche, avec shampoing musclé et lavage sec des hardes. Une caméra FR3 a montré aux téléspectateurs de Rhône-Alpes une de ces opérations dans ses moindres détails. Bien sûr, pour l'occasion, les flics mesuraient leurs gestes et pesaient leurs propos...

D'après l'adjoint au maire, il s'agit d'une mesure de salubrité réclamée par la population. Lyon ne veut pas de poux dans ses brumes. Pour effectuer ce « travail », Colomb fait confiance au seul coup d'œil de ses poulets futés car, à notre connaissance, il n'a pas défini, par arrêté municipal, les normes vestimentaires et capillaires admises dans la capitale des Gaules.

Un conseil : si vous avez collier de barbe et chevelure un peu folle et que l'envie vous prend d'aller faire un brin de causerie aux gorilles ou aux ours de la Tête d'Or, ne débalez pas votre casse-croûte sur un banc de cet agréable parc car vous courrez le risque de vous retrouver sous la douche en moins de temps qu'il n'en faut à un gône de la Croix-Rouge pour vider son pot de beajolpif.

Colomb n'a pas découvert l'Amérique, mais il redécouvre le fascisme. Guignol, viens vite mon petit, il y a des coups de bâtons qui se perdent !

S.B. (Groupe Makhno)

LA PUB À « LIBÉ »

AINSI, donc, le mardi 16 février 82 a marqué l'entrée de plusieurs pages de publicité dans le *Libé* quotidien. Rien de bien étonnant en cela, lorsque l'on sait le processus de « normalisation » qui s'est emparé de *Libération* depuis un certain temps, et en particulier depuis la restructuration opérée par July et consorts il y a un an.

Libé a effectivement été un quotidien différent dans son information, c'est indéniable, avec toutes les limites que nous lui connaissons. Nous ne reviendrons pas là-dessus.

Aujourd'hui, *Libé* c'est *Le Matin* de l'extrême-gauche (si ce terme peut encore recouvrir quelque chose), ni plus ni moins. Ça sent le « sérieux », le responsable, le « médiatisé », ça a complètement perdu le petit côté frondeur qu'on a pu lui connaître à une époque.

Il est pourtant inutile de tirer sans arrêt sur le pianiste. Dégéré, récupéré, *Libé* l'est bien aujourd'hui ; pourtant, face à une grande presse régionale et nationale, dont l'odeur de merde prend aux narines, *Libé* semble peut-être encore représenter quelque chose, mais on ne sait plus trop bien quoi. Comme le disait notre camarade Jean-Marc Raynaud il y a quelque temps dans notre journal : « Au royaume des muets, le bègue est roi. »

Mais revenons un peu à cette publicité introduite dans *Libé* et qui figole l'œuvre normalisatrice entreprise par July. Bien sûr, on fixe des plafonds : pas plus de 30% des recettes générales ne devront provenir de la publicité, alors qu'elles dépassent 50% dans l'ensemble des autres quotidiens, la page de pub à 33 000 francs, etc. Ça c'était pour les « garde-fous » (?). Pour la justification, ou son semblant, July, en voulant péter plus haut que son cul, nous donne, le lundi 15 février, un de ses plus mauvais articles qu'il ait écrit depuis bien longtemps. Il n'y croit pas, le bougre, à ce qu'il dit, alors pourquoi le dire ? *Libé* mise, paraît-il, sur « la capacité inventive de la révolution graphique ».

Libé, après avoir fait les 400 coups dans la presse quotidienne, va faire de même dans la publicité. « Non July, merci. Arrête là tes justifications pompeuses. La publicité est ce qu'elle est. On la refuse ou on la prend pour son fric. D'ailleurs, il suffit de jeter un coup d'œil sur le *Libé* de ce fameux mardi 16 pour constater les formidables capacités inventives des publicitaires de RTL ou de Martini ! A pleurer. La pub fait du fric, point. Toi et ton équipe, vous avez décidé d'ouvrir les pages de *Libé* à la pub, soit, ouvrez-les donc, ramassez le pognon, mais surtout fermez votre gueule avec vos justifications d'intellectuels besogneux. La pub pue la merde et le fric ; vous avez décidé d'y fourrer votre nez, faites-le, mais épargnez-nous ces excuses de gamins d'école qui apportent le mot de maman pour ne pas se faire taper sur les doigts.

Alors la pub dans *Libé* ? Un pétard mouillé que nous ne prendrons qu'à sa juste valeur.

Nous continuerons, nous, de notre côté, à œuvrer et à lutter pour une presse sociale, révolutionnaire et libre de tous les recoins de la publicité et du pognon.

Patrick (groupe E. Reclus d'Angers)

EDITORIAL

« **L**E préjudice que les événements de Pologne font porter à la cause du socialisme et la méconnaissance de notre attitude réelle à leur égard ont sans aucun doute contribué à empêcher certains électeurs communistes de revenir immédiatement à leur vote naturel. »

(Georges Marchais, jeudi 25 mars)

En un tour de passe-passe, le PCF offre des vérités de La Palice : les électeurs sont des imbéciles qui prêtent une oreille trop attentive aux médias anticommunistes. Les dirigeants du PS, au vu des résultats électoraux, proposent des campagnes explicatives des changements profonds qui transforment la France. En effet, les électeurs, imperméables à la logique gouvernementale, n'ont pas pris conscience des transformations réelles apportées par le 10 mai. Les cocoricos chiraquiens se font de plus en plus grinçants ; la droite se sert des cantonales pour faire des avances au PS et clame l'hallali de la gauche au pouvoir. La percée des candidats de droite montre que les effets du 10 mai ne se font pas sentir chez les travailleurs, que ceux-ci « méconnaissent effectivement l'attitude réelle du PC face aux événements polonais ». Le gouvernement s'est empressé de présenter les droits nouveaux des travailleurs pour faire passer la pilule cantonale.

Les chèques vacances, la retraite à 60 ans, le travail à temps partiel, les conseils d'ateliers bourgeonnent, mais la greffe a du mal à prendre. L'ensemble des syndicats s'oppose à l'étatisation des organismes paritaires gérés par patrons et personnels. Aucune remise en cause du travail à temps partiel, qui demeure un chômage déguisé ayant le seul mérite de faire baisser le nombre des demandeurs d'emplois. Le temps libre devient une caricature d'une démocratisation des loisirs et s'adresse à une poignée de personnes. Le pouvoir met en place une politique sociale qui aura le « mérite » d'intéresser les travailleurs à la vie générale de l'entreprise. La cogestion est à l'ordre du jour et d'ici peu les licenciements seront décidés par les comités d'entreprise à qui on demandera de trier le bon grain de l'ivraie. Les portes des ministères sont ouvertes en permanence : les syndicats négocient et n'ont plus visiblement le temps d'avancer des revendications unitaires. Cette cogestion de la vie sociale permet de maintenir la classe ouvrière dans une attente permanente d'aboutissement des négociations en cours. Il faut rompre avec cet état de fait qui engluie les revendications dans une logique de recherche de convergence à tout prix des intérêts patronaux et ouvriers. Nous n'avons pas à négocier notre propre exploitation, mais à la supprimer. C'est en imposant nos droits et non en les quémandant que nous radicaliserons nos luttes.

La manifestation antimilitariste de Paris

Al'appel de la Confédération nationale du travail d'Espagne (CNT), de l'Union anarchiste bulgare en exil (UAB) et de la Fédération anarchiste, plus de deux mille personnes ont manifesté de la place de la Bastille à la place Martin-Nadaud à Paris.
La Fédération anarchiste se félicite de la mobilisation et du caractère de cette manifestation. Elle tient à remercier tous les participants venus affirmer leur hostilité aux armées, à la guerre et aux Etats, qui en sont les fauteurs.

L'Union pacifiste et le CHOC (comité homosexuel) étaient venus apporter leur soutien à cette manifestation.

La Fédération anarchiste tient à réprover l'action d'une poignée de provocateurs qui, en fin de parcours, ont su « intelligemment affirmer leur position révolutionnaire » en brisant cinq vitrines, incendiant une

bonne municipale à ordures et en renversant une voiture.

Ces actions habituelles de jeunes imbéciles qui ne savent s'exprimer que par la violence gratuite ne servent qu'à discréditer l'action du mouvement anarchiste, ne servent qu'à détourner l'objet de cette manifestation et d'occulter la nécessaire lutte antimilitariste au bénéfice d'une information avide de violence spectaculaire.

La Fédération anarchiste renouvelle l'appel à ses sympathisants pour soutenir la lutte des pacifistes et de tous les réfractaires à l'armée jusqu'à l'abolition de cette institution criminelle. La venue de la gauche au pouvoir, qui aura su créer une certaine illusion dans les propositions socialistes, ne fait que confirmer le rôle véritable de l'armée au service des classes dirigeantes et non des populations.

Fédération anarchiste.



LES PAYSANS MONTENT À PARIS

ORGANISÉE par la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs), la manifestation du mardi 23 mars, importante puisque rassemblant de 60 000 à 100 000 paysans, avait pour but d'intimider le gouvernement socialo-communiste. Cette manifestation, au dire de François Guillaume, était d'inspiration syndicale et professionnelle. Les deux grands thèmes en étaient : la dégradation du revenu agricole et l'augmentation de 16,3% des prix agricoles à Bruxelles.

Sur le premier point, je me suis déjà expliqué dans un précédent article. Brevement, je préciserai que pour ce qui est de la baisse du revenu agricole, je doute de la légitimité des revendications de la FNSEA. Elle se gardait bien de manifester son mécontentement sous l'ancien régime, et pour cause, elle est autant responsable de cette situation que les Méhaignerie, Barre et consorts.

Quant au deuxième volet de revendications, c'est-à-dire le relèvement des prix des produits agricoles de 16,3%, cela me paraît justifié, dans la mesure où les charges ont, depuis dix ans, augmenté deux à trois fois plus vite que le prix des produits. Mais ce que la FNSEA oublie de dire, c'est que si les charges des agriculteurs ont si considérablement augmenté, c'est dû à la politique productiviste mise en œuvre depuis 1950-

1955 par les technocrates du ministère de l'Agriculture, avec sa bénédiction. Les agriculteurs ont été placés dans un état de dépendance, tant interne qu'externe, de plus en plus insupportable. La modernisation de l'agriculture a contraint les paysans à s'endetter de plus en plus lourdement, les rendant ainsi plus vulnérables au moindre cahot économique.

Le choc pétrolier de 1973-74, et plus récemment celui de 1979-1980, ont fait déchanter plus d'un ténor du progrès à tout prix. L'agriculture est grosse consommatrice d'énergie fossile. La fabrication des engrais chimiques, l'industrie agro-alimentaire (déshydratation du lait), les techniques culturales hyper-mécanisées sont autant de charges, liées à une politique résolument sélective.

Il devient vital de réviser globalement la politique agricole. Augmenter les prix à la production ne résoudra pas tous les problèmes. Il faut, dans le même temps, réduire les charges; à ce niveau les solutions ne manquent pas.

Dans le même ordre d'idées, il est indispensable de réduire nos importations de tourteaux (soja et arachide), de manioc, etc., en produisant nous-mêmes nos protéines alimentaires (meilleure exploitation des légumineuses fourragères : luzerne, pois, etc.). Il faut lutter contre la spéculation foncière qui alourdit les charges des jeunes agriculteurs ou des petits paysans. En dernier

lieu, il convient de planifier la production, afin de garantir les prix, car le nœud du problème est là. A quoi sert de produire des millions d'hectolitres de vins dont on ne sait que faire ? Pourquoi continuer de sur-produire du lait quand on sait pertinemment que son stockage sous forme de poudre coûte une fortune aux contribuables européens (20 milliards de francs chaque année). Que l'on ne vienne pas me dire que c'est pour lutter contre la faim dans le monde, car en fait, c'est l'inverse qui se produit. Nous affamons le Tiers-Monde pour mieux sur-produire dans les pays occidentaux ; de surcroît, la quasi-totalité des pays pauvres est dans l'impossibilité de s'offrir nos excédents. En fait, les agriculteurs européens en sont arrivés à produire pour produire. C'est à la fois stupide et suicidaire.

La FNSEA se garde bien de soulever ce type de problèmes, elle préfère continuer à jouer à l'autruche. Seul le syndicat des paysans travailleurs de Bernard Lambert a perçu cette dimension du problème.

La politique de la FNSEA est claire : les petits paysans doivent disparaître, afin de créer une agriculture d'élite. La manifestation du mardi 23 mars n'est qu'un leurre pour sauvegarder son image syndicale. Mais combien de temps encore réussira-t-elle à duper les agriculteurs ?

Eric Rabiller

41^e congrès de la CGT

SUITE ET AVATARS

DEPUIS les cantonales et les résultats que l'on sait pour la gauche « nouvelle majorité », on attend fébrilement les commentaires des syndicats. « Nous avons tout fait pour le changement... », nous voulons en récolter les fruits dans nos professions », titrait le *Bulletin* de la chambre syndicale typographique parisienne dans son numéro de janvier-février...

Pourtant, pour les travailleurs de l'imprimerie, il n'y a pas grosse différence entre Giscard qui disait, par la bouche de Lecat, que la France n'avait pas de vocation graphique, et Mauroy and Co qui favorisent les « petits copains » imprimeurs genre Giniaux (1).

En fait, la CGT ne considère pas que le PS à l'Élysée comble ses désirs les plus secrets. Mais les quatre ministres communistes obligent de temps en temps à une certaine réserve. La CGT dit que son objectif principal dans la conjoncture actuelle est de préserver le pouvoir d'achat des travailleurs. Ainsi, le 17 juillet dernier, n'a-t-elle pas signé l'accord au rabais sur les 39 heures. Dernièrement, elle a eu beau jeu de crier au loup devant un Edmond Maire appelant à se serrer la ceinture. C'était la CGT, ou plus exactement Ambroise Croizat, ministre du Travail (communiste) qui, à la Libération, disait que « la grève, c'est la meilleure arme des trusts ».

Les temps changent, maintenant ce sont les ex-chrétiens (2) qui nous invitent à réduire notre pouvoir d'achat... Faut dire que l'état des forces en présence a changé et que la social-démocratie a repris du poil de la bête ! La CGT peut ainsi critiquer le gouvernement « bradant » les intérêts ouvriers, ce qui n'est pas tout à fait faux. Malgré ce vernis ouvriériste, la centrale de Krazucki, nous le savons, est le théâtre de nombreux conflits internes ; il y aurait même, à certains niveaux, un malaise qui est, soit dit en passant, ressenti de manière très différente s'il s'agit d'un militant dans une structure syndicale ou d'un syndiqué sur la base toute simple de la lutte contre le patronat...

Ce qui veut dire en clair que certaines prises de position à l'intérieur de la CGT, en opposition au bureau confédéral, sont à juger de manière sereine ! Comme dirait l'autre, ils en ont croqué... Mais quand certains « vieux crocodiles » sentent le doute en eux, c'est toujours bon à prendre, surtout si dans un moment d'égarement ils remettent en cause la direction politique du parti sur le syndicat.

Enfin, ne soyons pas les éternels esprits chagrins et parcourons la contribution au débat pour le 41^e congrès de la CGT signée René Buhl, Christiane Gilles et Jacqueline Lambert, Jean-Louis Moynet, intitulée « Le mouvement syndical et la politique du changement ». Ils sont tous les quatre anciens membres du bureau confédéral, l'ayant quitté, pour les derniers, lors des événements de Pologne. A noter que *Le Peuple* se refuse à publier cette contribution, arguant qu'elle émane de signataires n'appartenant pas au même syndicat et que cette démarche s'apparente à un acte « politique ». S'en défendant, les quatre signataires en appellent à « tous les camarades de bonne volonté », en disant qu'ils ne se sentent pas « globalement en opposition » avec le document d'orientation du congrès. Il y a, bien sûr, un rappel démocratique, un caractère de « classe et de masse » de la CGT, ainsi que le principe *fondamental* de l'indépendance syndicale « qui n'ont pas été respectés ». Mais toutes ces critiques restent dans le monde du changement, tout en rappelant les options du 41^e congrès.

Séguy and Co avaient amorcé, lors du 40^e congrès, une démocratisation tous azimuts de la CGT. Depuis, le moins qu'on

puisse dire est qu'il y a eu diverses opinions. Remplissant en fait une des lacunes de la préparation du 41^e congrès de la CGT, le document des quatre signataires fait un bilan critique ; ainsi « le caractère démocratique, de classe et de masse de la CGT, ainsi que le principe fondamental de l'indépendance syndicale n'ont pas été respectés. Outre les conséquences de cette évolution sur la pratique de la conduite des luttes, de l'unité, de l'« ouverture », les réactions de la direction confédérale, lors de l'intervention soviétique en Afghanistan, ses attitudes dans la campagne des élections présidentielles et sa position à l'égard des événements de Pologne témoignent de ces déviations. »

Ce texte peut sembler, à première vue, « gentil », c'est-à-dire globalement d'accord et critiquant seulement les prises de position internationales... Il est vrai aussi qu'il laisse la CGT dans l'orbite parlementaire, la confédération devant évoluer pour accomplir sa mission « au service du changement ». On pourrait donc se borner à décréter que les « camarades signataires » s'expriment en fait plus en sensibilité politique qu'en syndicalistes et que nous n'avons rien à voir dans leur démarche (3).



Mais toute faille dans l'hégémonie idéologique qui pèse sur la CGT doit être plus considérée en tant que déviation que par son contenu. Les anarcho-syndicalistes de la CGT maintiennent l'idée que le débat d'idées devrait toujours être à l'ordre du jour et qu'ils en sont partie prenante. La démarche actuelle des anciens membres du bureau confédéral, si elle ne nous satisfait pas entièrement, marque tout de même un point dans la bataille pour le droit à la différence dans la CGT.

Jean-Pierre GERMAIN

(1) Le sieur Giniaux est au PS et connu pour son antisyndicalisme...

(2) La CFTC (syndicat jaune à ses origines) est devenue CFDT en 64.

(3) La social-démocratie n'ayant rien à envier aux stalinien dans la subordination des syndicats aux intérêts partidaires.

Les prostituées s'organisent

Le mercredi 24 mars, l'Association nationale d'action et de défense des femmes prostituées et l'association Pallaques appelaient à une réunion publique à laquelle avaient répondu une centaine de personnes. A côté de la présence de nombreuses prostituées de la région parisienne, on pouvait noter la présence de journalistes, d'avocats, ainsi que de prostituées représentant les villes de Lyon, Montpellier et Bordeaux.

Il s'agissait de faire le point sur l'action de ces deux associations et sur la situation des femmes prostituées, dix mois après l'arrivée des socialistes au gouvernement. Il s'agissait également de fixer des objectifs sur l'action à venir.

Le premier constat est que l'arrivée des socialistes au pouvoir n'a rien changé en ce qui concerne la situation des prostituées. Une amertume évidente et une forte déception se sont manifestées car, du temps où ils étaient dans l'opposition, les socialistes s'étaient occupés des problèmes des prostituées : bulletins de vote obligent ! Les prostituées constatent qu'il n'y a eu là que des promesses et un lâchage évident. Comme avant le 10 mai 81, les problèmes majeurs restent ceux des impôts, des amendes, de la réinsertion et bien sûr du proxénétisme.

L'association Pallaques, uniquement composée de prostituées, se donne comme objectif de mettre en place des actions de réinsertion, sans devoir passer par les services de l'Etat - qui les installe dans une position d'assistées et ne leur donne aucun droit - ou par les curés. Pour cela, elle est en train de mettre sur pied un projet de restaurant qui pourrait être un moyen de cette réinsertion.

Face à l'indifférence des instances publiques et surtout à la déception de nombreuses prostituées qui avaient voté pour les socialistes, il a été décidé d'appeler à une manifestation nationale dont la date sera fixée ultérieurement.

Il est sûr que la lutte des prostituées appelle toute notre sympathie, dans la mesure où ces femmes ont décidé de prendre elles-mêmes en main leurs propres problèmes, sans s'en remettre à l'Etat ou aux bien-pensants qui s'épanouissent à l'ombre des sacristies. Mais il est sûr également que la prostitution est le fruit d'une société de pouvoir, c'est-à-dire fondée sur la répression sexuelle de tous les individus, mâles ou femelles ; et donc que le combat des femmes prostituées sera toujours une remise en cause de ces fondements, même si certaines de leurs revendications peuvent sembler n'être... que des revendications !

En attendant, et si vous voulez être en prise directe sur le mouvement des femmes prostituées, procurez-vous leur journal : *L'Echo du macadam*.

Serge

UN SYNDICAT DE PRISONNIERS ?

En lisant le numéro 4 de *Prisons*, journal du CAP (Comité d'action des prisonniers) (1), on peut y lire des témoignages, des textes de réflexion sur l'institution prison, une « chronique des événements courants », mais aussi, pour finir, un « projet de constitution d'un syndicat des prisonniers et des prisonnières », signé par six détenus à la maison d'arrêt Saint-Paul de Lyon.

Ces prisonniers se situent dans la perspective de l'espoir (sic) créé par le 10 mai et par « les derniers troubles violents qui survinrent lors de la décennie 70-80 ». Troubles dont il s'agirait, d'après eux, d'éviter qu'ils se renouvelent.

Le point positif est le refus de la passivité engendrée par la prison et le rejet du réflexe qui consiste à s'écraser pour ne pas avoir d'ennuis. La solution, pour ne pas se faire laminer devant la volonté de réprimer, reste de passer à l'initiative. Initiative que revendiquent haut et fort ces signataires.

Mais comment prendre l'initiative pour rompre ces murs épais, mornes et silencieux ? Le syndicalisme apparaît comme une percée originale dans ce monde carcéral. Tentative courageuse de regroupement des prisonniers qui luttent et veulent continuer à lutter efficacement contre la prison, ce projet de constitution d'un syndicat n'est pas que cela. C'est aussi une réflexion sur la délinquance et les facteurs qui mènent à l'enfermement.

Bien sûr, personne n'est dupe à propos de la composition sociale de la population pénale. Ceux qui remplissent les prisons sont issus des couches les plus défavorisées, du moins pour l'immense majorité. Tout le monde sait que les délinquants en « cols blancs » n'échouent guère en prison, et qu'en tout cas, ils ne sont pas légion. C'est l'une des conséquences de la justice de classe qui sait reconnaître les siens et les protéger efficacement. Après tout, ce sont eux qui font les lois et les appliquent, alors « charité bien ordonnée... ». Et si 75% des prisonniers le sont pour atteinte à la propriété privée, ils n'en constituent pas moins un problème social que ne résoudront pas quelques amnisties partielles (n'est-ce pas, Badinter ?).

Il faut se rendre à l'évidence, nos sociétés bourgeoises ont un besoin vital des prisonniers. Un Etat sans prison, ça n'existe pas ! La geôle est un outil (peu) dissuasif, au service d'une classe au pouvoir qui tient à conserver ses privilèges coûte que coûte. Et puis, la prison c'est la bonne conscience de nos bons bourgeois et de nos « pères bérets-basques ». Quoi de plus rassurant que des murs grillagés pour nous protéger de ces brigands ? Pour se servir l'âme en paix et les mains propres, évacuons le problème et enfermons à tour de bras ! C'est bien plus simple.

Ceux qui ne se sentent pas l'âme en paix, ce sont les taulards, parce que, eux, vivent en taule. Ce sont les mieux placés pour ressentir l'enfermement et en parler. Par voie de conséquence, ce sont les plus à même de réagir et de remédier à leur condition. Le CAP se situe dans cette

perspective, ainsi que ce syndicat de prisonniers. Ce syndicat aimerait aborder tous les problèmes qui touchent à la condition carcérale : misère sexuelle, salaires dérisoires, accès à la formation professionnelle, etc.

Sont aussi abordées des questions d'ordre juridique telles que la censure de l'information, les droits de défense devant les « tribunaux » intérieurs, tels le mitard, les QHS, etc.

Bien sûr, ce syndicat aimerait résoudre toutes les difficultés qu'éprouvent les familles à visiter les détenus. Pourquoi les parloirs libres ne sont-ils pas un droit systématique, pourquoi l'accès

au téléphone n'est-il pas assuré, pourquoi la personne qui visite le détenu doit prendre sa journée en démarches diverses ? Voir le cas des femmes seules avec un enfant quand il faut travailler pour survivre.

A la sortie de prison, tout n'est pas résolu. Loin de là. La « réinsertion » s'annonce mal, et ce syndicat dénonce un certain nombre de mesures qui ne facilitent pas les choses telles que la suppression des droits civiques, la contrainte par corps, le casier judiciaire communiqué à l'employeur, trouver à se nourrir et à se loger tout de suite à sa sortie. Autant d'éléments qui pèsent très

lourd sur la vie de ceux qu'on qualifie d'irréductibles.

Devant ce sombre tableau, aussi bien à l'intérieur de la prison qu'à la sortie, on ne peut qu'encourager des initiatives concrètes comme le CAP ou ce syndicat en formation.

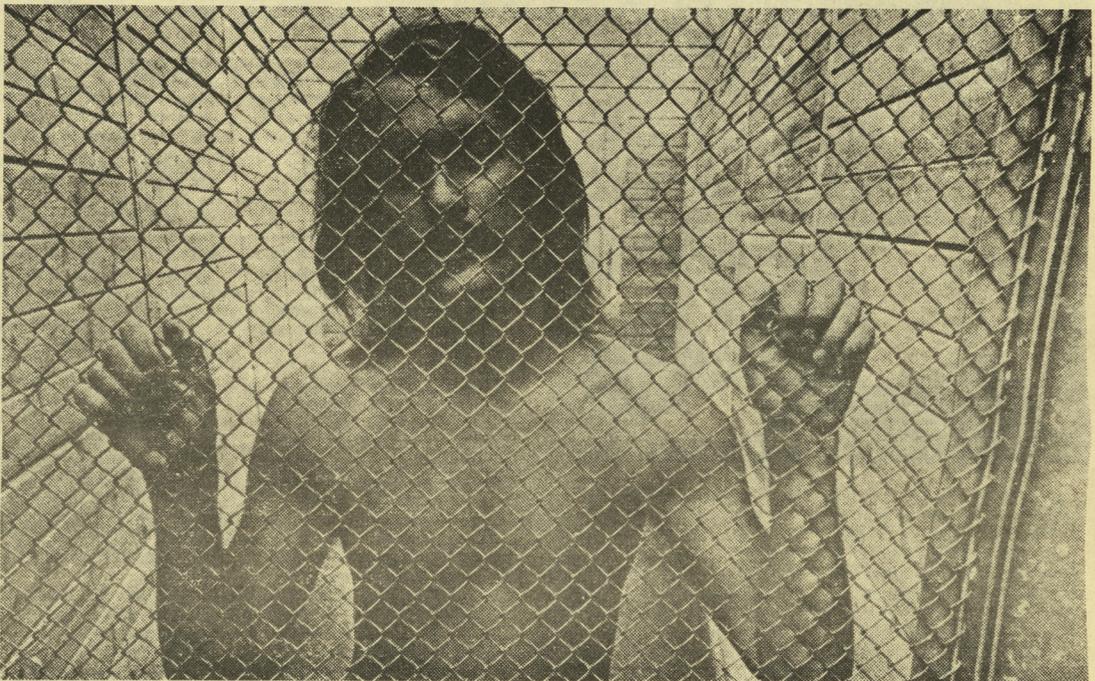
On ne peut qu'être d'accord avec les buts que s'assigne ce syndicat. Mais pourquoi vouloir réformer l'institution prison ? S'il s'agit de rendre sa dignité à l'emprisonné, j'approuve, mais j'approuverais encore plus si ce syndicat se donnait comme but la destruction de la prison, de toutes les prisons.

On ne réforme pas une insti-

tution nuisible, on l'abat. Une prison, même « trois étoiles », conserve ses barreaux, et nous, nous voulons une société d'hommes libres. Nous n'aurons pas de privilèges à défendre par l'enfermement. Combattre la prison, c'est combattre l'Etat et son cortège d'inégalités et d'exploitation. S'attaquer à la prison comme à l'armée et au salariat, dans une lutte globale, c'est saper les bases de notre oppression et commencer à construire la société libre.

Marc
(groupe Sevrin-Bondy)

(1) CAP, 8, rue de la porte de Buc, 78000 Versailles.



La représentativité est terminée !

VOILA, la pièce est terminée, le rideau retombé, les élections sont passées. Finie l'euphorie du 10 mai et des législatives ; la droite est revenue en force sur le terrain. A gauche, tout le monde y a laissé quelques plumes, à part le PCF qui, lui, a perdu une bonne partie de son plumage. En soit, le résultat n'est pas étonnant vu les dernières prises de position de ce « grand parti des travailleurs » (cf. la Pologne).

Peut-on penser qu'après la loi sur la décentralisation, les conseils généraux, majoritairement à droite, vont pouvoir représenter un réel contre-pouvoir politique ? Il a suffi de voir les réactions de Popere et de ses amis pour se rendre compte qu'il n'en est rien. Bien sûr, ce résultat électoral constitue certainement un avertissement pour la coalition socialo-communiste, mais il ne remet absolument pas en cause le pouvoir dont elle dispose actuellement.

Au niveau régional, il semble bien peu probable que les conseillers généraux de droite aient les mains beaucoup plus libres que ne les avaient leurs prédécesseurs avant la loi sur la décentralisation. S'ils disposent maintenant du pouvoir exécutif sur la région, il ne faut quand même pas oublier que le rôle du préfet n'a absolument pas été supprimé, mais qu'il n'a en fait été que transposé. Le préfet dispose à l'heure actuelle d'un rôle de censeur et de superviseur sur toute la politique menée à l'échelon régional, ce qui revient en fait à dire que le budget ne sera débloqué que s'il correspond à des actions et à une politique recevant l'agrément des instances gouvernementales.

Il sera intéressant de voir les remaniements effectués dans le corps préfectoral dans les semaines ou dans les mois qui vont suivre. Il y a tout à parier que les conseils généraux tenus par l'opposition se verront chapeautés par un préfet de région dont les sensibilités politiques seront nettement plus proches de la gauche que de la droite.

Une fois de plus, nous nous apercevons que des élections qui ont pourtant mobilisé une grande majorité du corps électoral ne changeront rien dans la vie quotidienne des citoyens. Tout le petit

monde des militants des différents partis politiques s'est agité pendant un mois, tous les candidats ont fait une surenchère de promesses oubliées dès dimanche soir, et nous voilà repartis pour un tour en attendant les municipales.

Plus que le résultat de ces élections, il semble que ce soit la campagne électorale et ses à-côtés qui soient riches d'enseignement. Nous avons en effet assisté à un forcing de la droite qui a tout mis en œuvre pour discréditer la politique socialiste. Si les arguments politiques n'ont pas été oubliés, la spéculation et les manipulations économiques ont pesé cette fois de tout leur poids dans la balance.

Il est intéressant de suivre le cours du franc depuis le premier tour des cantonales ; il apparaît que les milieux bancaires et patronaux ont tout mis en œuvre pour le faire chuter.

Quelle meilleure confirmation pouvait espérer la droite pour étayer le fait qu'une économie socialiste n'est pas viable. Rendez-vous compte, déjà une dévaluation depuis le 10 mai et un franc qui ne cesse de chuter...

A l'heure actuelle, les socialistes ne semblent pas encore avoir compris qu'ils devaient avant tout éviter cette fuite des capitaux qui semble d'ailleurs réjouir les anciens alliés de la France qu'étaient les Etats-Unis. Est-ce vraiment un hasard si Reagan a passé le taux de crédit à plus de 20% permettant aux capitaux étrangers et notamment français d'émigrer confortablement vers les USA ?

Messieurs les socialistes, vous gérez le capital, et les capitalistes ne veulent pas de votre gestion. C'est eux qui déterminent les limites du changement, des transformations, et vous ne pouvez que vous exécuter.

Vous le savez, et prétendre le contraire, c'est tromper les travailleurs sur vos intentions de maintenir le statut qui englobe capital et travail.

Serge CANAPE
(groupe Louise Michel)

Liberecana radio
La voĉo sen majstro

ESPERANTO-RUBRIKO



AINSI que nous l'avions prévu dans le numéro 426 bis du *Monde libertaire*, les émissions hebdomadaires consacrées à l'esperanto sur Radio-Libertaire (chaque vendredi de 20 h à 21 h) continuent de manière régulière.

L'abondance des documents fournis par le mouvement espérantiste permet de diffuser des informations les plus larges possibles. Une mention particulière, et un remerciement, doivent être adressés au service d'information de SAT-Amikaro (Union des travailleurs espérantistes de langue française) qui nous adresse très fréquemment beaucoup de matériel.

C'est ainsi que lors d'une émission du mois de décembre, nous avons diffusé intégralement une cassette sur laquelle était enregistrée une conférence donnée par Claude Piron, professeur de psychologie à l'université de Genève. Cette conférence s'adressait à des espérantistes de la ville de Moutiers (Suisse), qui devaient prendre la décision d'enseigner l'esperanto dans les écoles de leur ville.

Le texte de cette conférence est en tout point remarquable et nous avons pensé que pour les lecteurs du *Monde libertaire* qui ne peuvent écouter Radio-Libertaire, émettant sur Paris (et ils sont les plus nombreux) qu'il était opportun de résumer les principaux arguments énoncés par Claude Piron (1).

L'orateur propose tout d'abord à son auditoire de ne prendre de décisions qu'à partir d'un dossier contenant des faits, des éléments chiffrés, et il fixe l'objectif à atteindre : assurer

entre les hommes une communication parfaite avec un investissement minimal. Il rappelle à cette occasion que, vue sous l'angle du « rendement », la situation actuelle est catastrophique. Dans l'ensemble des pays du monde, chaque enfant consacre 1/5^e de la semaine pendant 6 ou 7 ans pour tenter d'apprendre une ou deux langues. On a pu évaluer que l'on consacrait de 500 à 1 000 millions de francs par an par tranches de 10 millions d'habitants, pour les tâches de traduction et d'interprétariat. Tous les textes ont prouvé qu'après de tels efforts, 92% des adultes interrogés étaient incapables d'établir une communication valable (rendement nul). Quant aux 8% restant, deux tiers d'entre eux avaient fait des séjours linguistiques à l'étranger. Une étude objective montre qu'il ne faut pas mettre en cause les professeurs de langues ou les méthodes pédagogiques.

Actuellement, l'ONU utilise six langues de travail (anglais, français, espagnol, russe, arabe, chinois) et la CEE 6 également. Si l'on veut mettre fin à la pagaille actuelle (financée par les contribuables et les consommateurs), il faut s'entendre sur une langue de communication.

Les possibilités de choix sont innombrables. On peut se décider soit :

- pour une grande langue (exemple : l'anglais) ;
- pour une petite langue (exemple : le romanche) ;
- pour une langue morte (exemple : le latin) ;
- une langue de synthèse

(exemple : l'esperanto).

Pour faciliter le choix, Claude Piron propose 8 critères de choix, ce qui constitue à mon avis la profonde originalité de cette conférence, par rapport à d'autres textes favorables à l'esperanto :

- sur le plan social : la justice ;
- sur le plan relationnel : qualité de communication ;
- sur le plan pédagogique : rapidité de l'assimilation ;
- sur le plan pédagogique : souplesse, précision et productivité ;
- sur le plan psychologique : facilité du remaniement et aisance dans l'expression ;
- sur le plan culturel : fidélité dans la traduction et respect de toutes les cultures ;
- sur le plan économique : rendement de l'investissement ;
- sur le plan des probabilités : quelle solution a le plus de chances de triompher ?

Tous ces critères sont longuement développés dans la conférence de Claude Piron, et pour ne pas alourdir exagérément cet article, nous ne retiendrons que deux arguments particulièrement éloquentes.

Sur le plan rendement, on a calculé que l'acquisition de l'esperanto nécessitait 8 à 10 fois moins de temps qu'une langue nationale. Il faut environ 170 heures pour atteindre le niveau baccalauréat en esperanto, alors qu'il faut y consacrer 1 200 heures pour l'anglais.

Sur le plan de la justice, le recours à une langue nationale telle que l'anglais créerait une situation d'injustice d'un triple point de vue :

- cette solution donnerait un avantage injustifié aux anglophones qui ne constituent que 9% des habitants de la planète ;
- la nécessité absolue de faire des séjours dans des pays anglo-saxons créerait une sélection par l'argent entre ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas engager de telles dépenses (dans le cadre de notre système actuel, évidemment) ;
- clivage entre pays nantis et les autres : l'apprentissage de l'anglais étant beaucoup plus facile pour les Européens que pour les non-Européens. On voit actuellement une frange d'hyperprivilegiés dans les pays du Tiers-Monde, formée par des individus qui ont eu la possibilité d'étudier dans des universités anglaises, américaines ou australiennes.

Ce texte comporte beaucoup d'autres arguments, mais leur énumération alourdirait ce texte. Nous recommandons donc une nouvelle fois, pour les individus qui considèrent que le problème de la communication à l'échelle du globe n'est pas un problème mineur, d'acquiescer et d'écouter la cassette : *Arguments en faveur de l'esperanto*. Fratam Saluton

Yves
(membre de la teamo de Liberecana Radio)

(1) Une copie de cette cassette peut être obtenue en écrivant à SAT-Amikaro, 67, av. Gambetta, 75020 Paris.

UNE SEULE RÉFORME DE L'ARMÉE : SA SUPPRESSION !

N'EN déplaise à ceux qui nourrissent de roses espoirs, l'armée à la sauce Henu reste toujours l'armée. Si à présent, des appelés peuvent discuter la qualité de l'ordinaire avec un colonel qui s'en bat les fourragères, la répression sévit toujours envers ceux qui refusent l'embrigadement. Les appelés ayant osé demander l'application des promesses électorales, reprenant les thèmes de l'appel des Cent, subissent le courroux kaki sous forme d'avalanches de punitions. Les insoumis et déserteurs se trouvent, quant à eux, devant la même alternative qu'il y a dix mois : la taule ou la clandestinité.

Le projet d'instauration d'un service à la carte avec la possibilité d'une formation technique entre dans le cadre d'une militarisation croissante des rouages sociaux.

Toute réforme de l'armée ne peut qu'aboutir au renforcement de celle-ci pour une défense plus efficace du système d'exploitation des travailleurs, et permettre une extension de la militarisation, tant dans l'organisation de la production que dans les rapports sociaux.

Le ministre de la Défense ne cherche-t-il pas à accroître l'influence de l'armée dans les écoles en mettant en avant la « nécessaire symbiose de l'armée et de l'Education nationale » ? Une éducation nationale déjà soumise aux lois de la hiérarchie, de la discipline, niant le droit à l'expression et à la solidarité des élèves maintenus dans un rôle de subalternes.

Ces rapports se retrouvent dans la famille où le « Pater Familias », seul représentant et responsable du groupe familial, maintient sous sa domination femme et enfants, sous prétexte d'assurer leur sécurité. Une sécurité matérielle qu'il obtient lui-même par la reddition de sa liberté, de son pouvoir de parole et de décision, au sein de l'entreprise où l'organisation hiérarchique assure la soumission des travailleurs et la rentabilité de leur exploitation au profit de ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide.

Ainsi, le militarisme dépasse le cadre de l'armée pour s'insérer dans la vie quotidienne. Aucun pouvoir ne s'en plaindra, fût-il de gauche ; les orientations économiques du gouvernement « socialiste » nous le démontrent clairement. En effet, les déclarations d'intention sur de nouveaux rapports avec le Tiers-Monde ont vite été étouffées par la réalité économique. Les industries d'armement représentent le plus gros marché français en matière d'exportations. Un marché dans lequel la plupart des pays pauvres/sous développés/en voie de développement/les moins avancés engouffrent une très large part de leur budget, plus soucieux de maintenir leurs populations respectives sous le joug de l'armée et de la dépendance économique, que de tenter de résoudre les graves problèmes d'alimentation qu'endurent ces mêmes populations.

C'est pourquoi la lutte antimilitariste ne peut pas être limitée au seul combat contre la force coercitive du pouvoir, sous peine d'inefficacité. Elle va de pair avec la remise en cause de l'organisation hiérarchique de la société et de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire le refus des pouvoirs étatiques et économiques.

Didier
Liaison FA Quimper





Quoi de neuf dans la santé depuis le 10 mai ?

Avaler la pilule...

Dans le domaine de la santé, et par extension dans celui de la qualité de la vie, l'élection de Mitterrand avait procuré quelques espoirs, que ce soit aux consommateurs médicaux, aux usagers de la médecine, voire aux militants qui se battent pour une médecine qui ne favoriserait pas les grands intérêts.

C'en était fini du Conseil de l'ordre des médecins, soi-disant garant de l'éthique médicale, mais surtout défenseur acharné des multiples privilèges de la caste médicale. C'en était fini de l'avidité des trusts pharmaceutiques et de leurs bénéfices colossaux. C'en était fini de cette médecine au rabais où le profit l'emporte sur la guérison. Partout, des officines mutualistes allaient s'ouvrir, accompagnant ces fameux « centres de santé intégrés » promis par la clique socialiste.

Un bulletin de vote en mai, un autre en juin et le « malade-livré-pieds-et-poings-liés-au-docte-médecin-éruptant-un-discours-scientifique-incompréhensible-pour-le-commun-des-mortels » devenait un être autonome, adulte, conscient, débarrassé de l'emprise du pouvoir médico-pharmaceutique.

Eh bien, c'est raté ! Pas plus que dans d'autres domaines, le Parti socialiste n'a été en mesure ou n'a voulu respecter ses promesses. Et tout comme il a cru bon de choyer le CNPF, il s'est attaché à flatter dans le sens du portefeuille le lobby médical. Politique incohérente dans la mesure où les trois quarts des médecins avaient voté pour Giscard, effrayés par le spectre du collectivisme médical.

Les médecins — du moins les moins réactionnaires de ceux-ci — ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, et en remarquables virtuoses ont retourné leur veste à la même vitesse qu'ils se jetaient sur l'obole socialiste. L'Ordre lui-même essaye, à coup de slogans démagogiques, de se refaire une virginité.

Comme son compère Auroux, qui nous a généreusement accordé une heure par semaine, le ministre de la Santé, Ralite, s'est enlisé dans une politique de gagnepetit : tour de France devant aboutir à une charte de la santé, quelques officines mutualistes jetées en pâture aux électeurs de gauche alors que le projet socialiste prévoyait le salariat pur et simple des pharmaciens dont le rôle serait de dépasser celui de simple distributeur de gélules, pour devenir un conseiller en thérapeutique. Un peu plus courageusement, le gouvernement avait prévu de supprimer le secteur privé à l'hôpital, mais devant les cris d'orfraie d'une partie des médecins regroupés dans « Solidarité médicale » (sic), le projet est repoussé.

Une nouvelle fois, dans ce journal, nous ne pouvons que constater la faillite de cette gauche que d'aucuns avaient voulu nous montrer généreuse...

L'émergence d'un mouvement

Il y a quelques années, on ne parlait guère des groupes santé. Certainement parce que les premiers qui se sont créés l'ont été par des professionnels médicaux ou paramédicaux, ou à l'initiative d'un cabinet de groupe du Syndicat de la médecine générale. Puis, peu à peu, une tendance à l'autonomie s'est dégagée ; les usagers ont pris davantage la parole, ont créé et géré eux-mêmes les groupes santé. Certes, des professionnels continuent à y participer, mais sur un pied d'égalité avec tout le monde. Des groupements de malades, des associations santé ouvertes sur le quartier ont fleuri ici et là. Un certain nombre de ces groupes ont disparu, mais d'autres ont vécu et ont fait des petits.

Que sont ces groupes

Issus bien souvent d'un même besoin, ces groupes réunissent avant tout des gens qui veulent réfléchir globalement sur la santé et se dégager de l'emprise de la médecine officielle. Jusqu'à il y a peu de temps, groupes isolés les uns des autres, ils n'en étaient pas moins porteurs du même projet.

A Lyon, par exemple, un « réseau de santé » regroupe quelques dizaines de personnes. Son objectif est de créer un tissu d'échanges, d'information et de solidarité entre personnes désirant se rendre plus autonomes et plus responsables par rapport à leur propre santé. « Or, ajoute la charte de base du réseau, la santé n'est pas un objet de consommation que l'on peut s'approprier par de l'argent, ni une situation sûre que l'on peut gagner par une quelconque assurance. La santé est le résultat d'un équilibre entre les forces extérieures d'agression et des forces intérieures d'autodéfense. Tout individu est donc pour soi-même son propre médecin. »

A Paris, dans le IX^e arrondissement, existe également un groupe santé. Son but est de faire de l'information, d'organiser des débats, des rencontres sur des sujets qui intéressent ses membres. Au début, il faisait venir des médecins, des praticiens des médecines parallèles. Puis il s'est aperçu que c'était une erreur, une dépendance par rapport aux professionnels. Et maintenant, il fait son information lui-même. A l'intérieur de ce groupe, des sous-groupes affinitaires se sont constitués : des gens qui se réunissent à 5, 6, 10 pour faire des choses ensemble. Ce peut être des groupes de recherche, des groupes pratiques réunissant des individus qui veulent vivre en-

semble certaines choses. Ils font de la gymnastique douce, du do-in, de la relaxation, des massages ; ou des groupes de malades : ceux qui sont atteints de la même maladie se réunissent pour s'entraider, pour chercher des informations sur les traitements. Ils recherchent ensemble des solutions, prennent contact avec d'autres groupes semblables en France. Ils échangent leurs expériences. Leur but, c'est de ne pas subir passivement la maladie et aussi de briser l'isolement, de ne pas se sentir seuls, de se retrouver avec d'autres pour parler, pour se soutenir mutuellement.

Peu à peu, les groupes ont voulu se concerter les uns les autres, tant pour enrichir leur propre recherche que pour se doter d'une réelle efficacité en coordonnant leurs actions. Ce mouvement s'est fait en trois stades : en novembre 80, des groupes s'étaient rencontrés, avaient pu se compter lors d'une rencontre à Rennes à l'occasion d'un colloque organisé par la revue *Autrement*. Et là, l'idée de s'organiser a pris corps. Quelques mois plus tard, les 13 et 14 juin, se tenait à Paris la première rencontre des groupes santé de France, appelée par eux-mêmes. Une centaine de personnes y assistaient, représentant une vingtaine de groupes déjà constitués et un certain nombre d'autres qui devaient l'être. L'assemblée proposa unanimement de créer une Fédération des groupes santé de France. Une petite équipe se chargea d'impulser la dynamique nécessaire : un bulletin de liaison, l'étude des statuts, ainsi que l'étude d'une charte qui définirait l'esprit de la Fédération, et des explorations sur le terrain de l'administration et des ministères pour savoir si éventuellement on pouvait attendre d'eux un petit coup de main.

Les 24 et 25 octobre 81, une troisième page était tournée. Soixante-dix personnes représentant des groupes des quatre coins de la France se réunirent pour construire enfin cette Fédération des groupes des usagers de la Santé. Son but : participer à la prévention, vivre dans un monde sain, se donner une éducation sanitaire, exercer un contrôle sur le système de soins et la Sécurité sociale, dénoncer le profit sur le dos du malade, établir d'autres rapports entre le soignant et le soigné, sortir du ghetto certaines thérapeutiques, créer de nouveaux lieux de rencontre. Quant à sa structure, elle n'est rien moins que libertaire : toute association locale, de quartier, d'entreprise, d'établissement scolaire, créée, animée et gérée par des usagers, peut y adhérer. Et surtout, cette affiliation ne fait peser aucun risque sur son autonomie et son identité propre.

Une remise en cause radicale de la société
Ainsi, partis bien souvent d'une simole

révolte individuelle ou d'une profonde remise en cause de la médecine officielle, petit à petit les usagers se sont dotés d'une structure d'organisation. Certes, comme tous ceux qui remettent radicalement en cause l'un des aspects de notre société oppressive, ils ne représentent pour l'instant qu'une lueur d'espoir parmi les ténèbres épaisses qui ont obscurci la pensée de la plupart de nos concitoyens. Mouvement encore jeune, il n'a pas encore subi les assauts des politiciens de tous poils en mal de récupération et n'a pas encore secrété son Brice Lalonde !

Nous le savons, nous n'avons rien à attendre du gouvernement, pas plus aujourd'hui qu'hier. La politique de la santé ne changera pas à coups de décrets ou à coups de lois. Elle évoluera grâce à nos luttes quotidiennes, des luttes de plus en plus radicales qui nous feront construire une alternative digne de ce nom.

Si, dans le cadre du système qui nous entoure — qui n'est qu'un vulgaire capitalisme géré par des sociaux-démocrates et des communistes hésitants — nous ne pouvons être maîtres de notre vie dans sa globalité politique, économique, sociale, culturelle, nous pouvons au moins essayer de nous réapproprier notre corps, ne serait-ce qu'en partie. Pour cela, il appartient à chacun de rejeter sa propre démission et l'abandon qu'il a fait de son corps aux soi-disant titulaires du savoir et du pouvoir médical.

Alors, partout, groupons-nous, échangeons nos idées, agissons pour une médecine différente. Créons une gigantesque toile d'araignée d'associations, de groupements, d'organisations qui, du quartier, se fédéreront ensuite au niveau de la ville, de la région, etc. Crachons à la gueule de tous les profiteurs de l'industrie de la santé que désormais nous avons la volonté de nous passer de leurs services.

Mais ne nous leurrons pas ! Le véritable combat pour la santé passe par un combat global contre la société qui nous entoure et une réappropriation de l'ensemble de notre environnement qu'il nous appartient d'organiser en fonction de nos désirs. Quand je disais plus haut que nous pouvons nous réapproprier notre propre corps, c'est bien évidemment vis-à-vis de la clique médicale. Face à la chaîne obsédante de l'atelier au milieu des zones concentrationnaires des banlieues avec leur cortège de bruit, de pollution et autres nuisances, cela devient impossible.

Et d'une lutte spécifique, les usagers de la santé devront enfourcher le cheval de la lutte globale. Ils devront tourner la quatrième page d'un chapitre qui, joint à de multiples autres, débouchera sur la révolution sociale et la société anarchiste.

Ben (Groupe d'Amiens)

LE GUATÉMALA, ÇA NE VOUS RAPPELLE RIEN ?

En deux jours, très précisément le mardi 23 mars au Guatemala et le mercredi 24 mars au Bangladesh, ont eu lieu deux coups d'Etats militaires.

Curieusement, le Guatemala se situe non loin de Cuba, et non loin aussi du Salvador, où se déroule actuellement la guerre civile que l'on sait. Le coup d'Etat n'a d'ailleurs pas fondamentalement modifié les structures politiques et sociales. L'ancien chef de l'Etat déposé était général et n'a pas été arrêté.

Les auteurs du coup du 23 mars sont principalement des militaires, dont le chef est le général Rios Montt, soutenus par une partie de l'armée et par le « Mouvement de libération nationale » (tendance extrême-droite).

Les causes avouées du putsch sont la « fraude » et les insuffisances constatées aux dernières élections générales du 7 mars.

Il semble que le coup d'Etat, préparé soigneusement, ait été aussi le résultat de luttes de fractions à l'intérieur de l'armée. En fait, il ne change rien.

D'une part, la guérilla continue, et les militaires au pouvoir, comme les anciens, s'emploient à la combattre. De l'autre, corruption et marasme économique sévissent toujours et ne sont pas prêts d'être endigués.

Le coup de force, bien que supprimant la Constitution et les activités politiques, a été vécu dans l'indifférence quasi générale de la population, relativement satisfaite même du « calme » qui règne, alors que depuis trois mois on découvrait chaque jour, ici et là, plus de 40 cadavres dans les pays.

Au Bangladesh, où la loi martiale a été décrétée, le nouvel homme fort, le général Ershad, est assisté de cinq « administrateurs », presque tous militaires. L'ancien président élu, Abdus Sattar, 76 ans, est connu pour être le pantin de l'armée, est actuellement en résidence surveillée, trois de ses ministres arrêtés, et trois autres en fuite. Le couvre-feu est décrété, les activités politiques et syndicales interdites sous peine de prison, des tribunaux mis en place pour juger les violations de la loi martiale. Les voyages officiels à l'étranger sont soumis au contrôle des militaires.

A Dacca, la capitale, 200 personnes ont été arrêtées, accusées de « corruption » et d'« activités nuisibles au pays ». Les communications ont été rétablies avec le monde extérieur, et la frontière avec l'Inde réouverte. Des messages de félicitations sont parvenus au général Ershad, de la part des dirigeants pakistanais, chinois et soviétiques.

Dans les deux cas de figure qui viennent d'être évoqués, si les situations géopolitiques des deux pays sont extrêmement différentes, il n'en subsiste pas moins des similitudes frappantes. Les deux pays ont vu chacun leurs anciens dirigeants, représentant une fraction de l'armée, remplacés de force par une autre fraction. Dans les deux cas, la population a peu ou pas réagi. Plus intéressant encore, les putschistes guatémaltèques ont eu l'appui officieux des Etats-Unis, et ceux du Bangladesh, celui, officiel cette fois, du camp communiste.

Les grandes puissances se livrent actuellement à un grand nettoyage chez leurs vassaux. Chacune rajeunit ses cadres, remplaçant les éléments usés ou peu fiables par des loups aux dents longues tels Mohamed Ershad ou Jaruzelski. Elles se contentent, comme les Etats-Unis, et pour la façade, d'exiger pour bientôt des « élections démocratiques ». Si ce petit jeu n'est pas nouveau, nous assistons depuis quelques mois à un véritable déploiement de forces, de la Pologne à la Turquie, en faisant un détour par le Salvador, le Bangladesh, le Guatemala, voire l'Espagne, et j'en passe.

Cela est pour le moins inquiétant et nous prouve, si besoin était, que l'URSS et les Etats-Unis sont prêts à tout pour rester maîtres de leur territoire.

La parade semble impossible, d'autant que l'opinion publique est conditionnée à ne s'inquiéter que de ce qui se passe à ses portes. L'exemple le plus probant en est l'intérêt porté par les Occidentaux à l'affaire polonaise, intérêt légitime mais qui tend à faire oublier que ce qui se passe sur d'autres continents est tout aussi préoccupant et relève également de la même logique impérialiste.

Colette



AFP

QUAND les accord de Camp David furent signés entre Israël et l'Egypte, nombreux furent ceux qui y virent l'amorce d'un processus de détente et de paix avec à terme l'évacuation de tous les territoires occupés et la reconnaissance de l'existence d'Israël par l'ensemble des pays arabes. Bien sûr, il était dommage qu'au départ cette dynamique prenne le visage d'une paix séparée entre Israël et l'Egypte, et laisse en dehors du coup les autres Etats arabes. Mais après tout, l'essentiel n'était-il pas d'avancer, même à petits pas ou à cloche-pied, dans la voie d'un règlement pacifiste des problèmes ? Ensuite, on verrait bien ! Et puis, si l'évacuation du Sinaï avait lieu comme prévu, il n'y avait pas de raison pour qu'ensuite, à la faveur d'un traité de paix avec les autres Etats arabes, les Israéliens n'évacuent pas la Cisjordanie, la bande de Gaza et tous les territoires occupés ! Cela tombait sous le sens !

Cela tombait tellement sous le sens qu'aujourd'hui, après avoir quasiment évacué tout le Sinaï, Israël est tout bonnement

seules armes dont ils disposent : la grève générale, des manifestations... et des pierres. Naturellement, qui dit manifestation dit répression, et l'armée israélienne, qui est chargée de maintenir l'« ordre », ne se prive pas d'y recourir. Et la soldatesque, donc, de tirer sur des foules désarmées ! Et les colons israéliens de leur prêter main forte (on a pu voir à la télévision des civils israéliens tirer à la mitrailleuse sur des manifestants palestiniens, et ce en toute impunité, sous le regard bienveillant de la troupe) ! Et les jeunes Palestiniens de mourir, tirés comme des lapins ! Et l'affrontement entre une population palestinienne en voie d'être colonisée et annexée et les molosses sionistes, civils ou militaires, de se faire sans cesse plus âpre ! Et le fossé entre la communauté juive et la communauté arabe de se creuser encore un peu plus !

On l'aura donc compris, l'analyse de ceux qui pensaient qu'à un retrait israélien du Sinaï succéderait l'évacuation des autres territoires occupés, est en train d'étaler au grand jour son manque total de pertinence. La dy-

de l'idéologique.

D'un point de vue idéologique, en effet, la clique sioniste qui gouverne actuellement en Israël ne peut pas accepter d'évacuer la Cisjordanie. Ce serait se renier et se nier. Et cela est hors de question. La Cisjordanie, pour le sionisme, c'est, ne l'oublions pas, la Samarie et la Judée, et en tant que tels ces territoires appartiennent « corps et âme » au Grand Israël des écritures saintes. Eh oui, c'est sidérant mais c'est ainsi. Le sionisme, on ne le répétera jamais assez, c'est avant tout une infrastructure idéologique et religieuse, et le mythe du Grand Israël, cette soi-disant terre des ancêtres, y occupe une place centrale.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que le sionisme puisse tout à la fois renoncer au Sinaï et s'accrocher à la Cisjordanie. La terre des ancêtres, n'est-ce pas, ça relève avant tout du symbole, et donc ça ne se négocie pas. En conséquence, et c'est quelque chose dont il faut tenir compte impérativement pour comprendre la situation présente et à venir, le sionisme, quel que soit et quel que

La Cisjordanie à l'heure du Grand Reich israélien



AFP

en train de durcir sa position à l'égard des autres territoires occupés, et pire, d'avancer à marche forcée vers l'annexion pure et simple de ces mêmes territoires occupés. C'est ainsi qu'en Cisjordanie, un certain nombre de maires palestiniens viennent d'être carrément « démissionnés » et remplacés par une administration à la solde et à la botte du gouvernement israélien. C'est ainsi également que les ligues de villages, qui sont à la Cisjordanie ce que les Harkis étaient à l'Algérie française, voient leur rôle s'accroître de manière sensible. C'est ainsi, enfin, que les colonies de peuplement s'implantent maintenant à un rythme qui ne cesse de s'accroître. Bref, d'un côté on évacue et de l'autre on occupe encore plus fort qu'auparavant !

Bien évidemment, face à cette offensive du gouvernement israélien, pudiquement baptisée « processus d'intégration et de normalisation en vue de contrer l'influence de l'OLP dans les administrations palestiniennes », les Palestiniens de Cisjordanie réagissent et se battent avec les

namique du désengagement dans le Sinaï s'accomode parfaitement d'une dynamique de l'annexion en Cisjordanie.

A première vue, bien sûr, on peut s'étonner de cette situation. Le Sinaï, en effet, représentait à l'évidence un enjeu d'une tout autre importance que la Cisjordanie. Le territoire était vaste, il contenait du pétrole, il permettait de contrôler le canal de Suez et les détroits, il abritait des bases militaires d'importance et les colonies de peuplement israéliennes y étaient nombreuses et actives. Dans ces conditions, comment se fait-il qu'Israël ait pu d'un côté accepter de renoncer au Sinaï, et de l'autre refuser d'enclencher une dynamique d'évacuation en Cisjordanie, alors que cette région est sans grand intérêt stratégique ou économique et qu'en plus elle est peuplée d'un million de Palestiniens qui ne cachent pas leur hostilité envers leur occupant ? Oui, vraiment, comment cela se peut-il ?

La réponse à cette question est simple. Dramatiquement simple, serais-je même tenté de dire. Pour l'essentiel, elle relève

sera le prix à payer, s'accroche à la Cisjordanie. Terrifiant !

Ce mythe sioniste du Grand Israël, si on y réfléchit bien, est du même ordre que le mythe nazi du Grand Reich. Avec un peu d'humour noir, on peut donc être tenté de sourire de cette ironie du sort qui place aujourd'hui les descendants des survivants de l'holocauste sur les rails du même délire que celui de leurs bourreaux d'hier, et certains ne manqueront pas de le faire. Pour notre part, le sang et les larmes ne nous portent nullement à sourire, et ce d'autant plus que le sort, ironique ou non, n'a rien à voir dans cette affaire. Qu'on ne s'y trompe pas, en effet, le sionisme n'est rien d'autre que la formulation exacerbée d'une logique que nous n'avons jamais cessé de dénoncer : celle des Etats, des nationalismes et des religions. Et c'est cette logique qu'il faudra briser pour que les Juifs et les Palestiniens, bien sûr, mais également tous les hommes, puissent vivre en paix et en fraternité.

Jean-Marc RAYNAUD

ITALIE

Manifestation antimilitariste à Livourne

LE samedi 13 mars a eu lieu à Livourne la manifestation antimilitariste anarchiste proposée lors du congrès de Florence du 10 janvier dernier. Fort de la participation de quelques milliers (de 3 000 à 4 000) d'anarchistes provenant de tout le pays, du Frioul au Piémont, ainsi que de Sicile, le cortège a parcouru les rues de la cité toscane. Livourne fut choisie pour la manifestation parce que c'est une importante base militaire (navale et terrestre) des forces armées italiennes et de l'OTAN.

La protestation des anarchistes (jeunes, vieux, femmes, hommes et enfants), exprimée par des banderoles, des tracts et des slogans, s'est élevée prioritairement contre la logique du pouvoir et la politique de mort qui animent aujourd'hui encore les alliances militaires utiles à l'expansionnisme impérialiste des blocs.

Sous les banderoles rouges et noires ont manifesté beaucoup de délégations provenant des différents coins du pays où avaient été organisés des déplacements en cars. Les anarchistes de Milan, ceux du Veneto, les Romains, les Napolitains, ceux d'Emilia Romagna composaient les délégations les plus importantes, en plus, naturellement, de ceux provenant de toute la Toscane, région où, historiquement, le mouvement anarchiste a toujours eu de solides racines populaires.

Lors du meeting final, les orateurs furent les suivants : le secrétaire de la CRIFA (Commission de relations internationales des fédérations anarchistes), Umberto Marzocchi, un militant de la Fédération anarchiste italienne de Reggio Emilia et un du groupe de Ragusa en Sicile (où le gouvernement a décidé d'installer les nouveaux missiles de l'OTAN). Ce meeting a mis en lumière les raisons idéologiques et politiques de l'antimilitarisme anarchiste, réaffirmant la volonté des anarchistes de langue italienne d'être un élément actif de sabotage contre le processus de militarisation du territoire et de criminalisation de l'opposition sociale.

Cette manifestation, qui s'articule avec celle que les compagnons de la Fédération anarchiste française, de l'Union anarchiste bulgare en exil et de la Confédération nationale du travail d'Espagne ont tenu, le 27 mars à Paris, a démontré au-delà d'un éventuel triomphalisme la vitalité actuelle de l'anarchisme italien, malgré les difficultés et la répression qui se sont dernièrement abattues sur l'opposition sociale. Vitalité qui promet une extension de la pratique anarchiste et une volonté renouvelée d'être de nouveau présents dans les processus de restructurations politique et sociale en cours, à côté de tous les compagnons qui, dans leurs pays respectifs, luttent au niveau international pour le communisme libertaire.

Secrétariat aux relations internationales de la FAI



INTIMIDATION

Lundi 15 mars, avec comme prétexte la lutte contre les Brigades rouges, les locaux de l'imprimerie anarchiste de Carrare, du Cercle anarchiste, et les habitations de certains compagnons connus et travaillant à l'imprimerie ont été perquisitionnés par des dizaines de policiers dans un but d'intimidation.

Les anarchistes de Carrare ont fermement dénoncé cette provocation. Ce n'est pas la première fois que, agitant le spectre du « terrorisme », les forces de la réaction étatique se re-

tournent contre le mouvement anarchiste qui n'a aucun lien avec la logique marxiste-léniniste des Brigades rouges. Ce qui rend les événements de Carrare préoccupants est l'objectif de l'intimidation policière dirigé contre le développement de la propagande anarchiste. L'imprimerie est en fait le lieu de fabrication de la plupart des publications anarchistes de langue italienne, de *Umanità Nova* à *Rivista anarchica*, de *Autogestione* à *Anarchismo*.

Secrétariat aux Relations Internationales de la FAI



ARGENTINE

SITUATION ACTUELLE

LE régime implanté depuis le 24 mars 1976, qui a mis fin au gouvernement présidé par Isabel Peron, est confronté à une série de problèmes qui s'aggravent de jour en jour.

La crise économique frappe l'immense majorité de la population, avec un taux d'inflation annuelle de 131%, pour 1981, un fort ralentissement industriel, la chute du produit brut, l'augmentation du chômage, la baisse du pouvoir d'achat et ses conséquences néfastes en matière d'alimentation, de logement, de santé, etc.

Six ans de pouvoir militaire ont amené la concrétisation de mobilisations, actes de protestation et grèves, malgré la loi d'état de siège encore en vigueur qui punit sévèrement ceux qui osent aller à l'encontre du « processus de réorganisation sociale » évoqué par les forces armées. Sans parler des spéculations non dévoilées qui pourraient inspirer les dirigeants syndicaux et politiques, adeptes du « péronisme » (lequel a eu des effets désastreux lors de ses périodes 1943-45 et 1973-76). Ils revendiquent à l'heure actuelle droits et libertés, choses qu'ils n'ont pas respecté lorsqu'ils étaient au pouvoir. Ce qui est le plus urgent, pour eux, ce sont les hausses de salaires, les augmentations des retraites et pensions, la suppression des licenciements, la réduction du temps de travail, l'arrêt de l'inflation, le redémarrage de l'économie, la réduction des intérêts de crédit bancaire. En revanche, ils ne réclament pas du tout le changement des structures ni des aménagements pour une équitable distribution des richesses et des biens, ni des propositions menant au coopérativisme, autogestion ou autre modalité semblable.

En ce qui concerne l'institution, ils veulent un retour à la normalité constitutionnelle, c'est-à-dire la mise en vigueur de la démocratie par le mécanisme traditionnel de l'élection des gouvernants dans le cadre des régions, provinces et Etats. Ils af-

firmant qu'il n'y aura pas de solution aux problèmes économiques et sociaux, tant que le problème politique ne sera pas résolu. Raison pour laquelle ils exigent la fin du régime militaire pour la mise en place d'un « Etat de droit » et de vraies garanties constitutionnelles.

Dans ce domaine, le régime des forces armées tient et persiste dans ses propres plans pour amener une « démocratie stable » et peu lui importe le temps qu'il faudra pour parvenir à ce but. Ce n'est pas parce que la présidence de Videla se termine en 1984 que ce régime finira avec lui. Au contraire, dans certains projets émanant de sources militaires et connus publiquement, on peut constater que les militaires garderont un contrôle sur tout ce qui se passera, même après le « rétablissement de la démocratie », tel que l'Etat militaire la conçoit et la veut.

A l'heure actuelle, les débats portent sur le statut des partis politiques que le gouvernement prépare. Celui-ci sera connu dans le courant des six derniers mois de l'année. Il faut dire que les partis qui existaient le 24 mars 1976 — à part ceux interdits car étant considérés comme subversifs — conservent leur autorité jusqu'à nos jours.

Le statut définira qui pourra intervenir dans la scène politique, quand et comment seront renouvelés les cadres directifs et les règles à suivre pour leur reconnaissance et leur rôle.

Jusqu'à maintenant, la mosaïque politique est formée par deux partis catalogués majoritaires (selon les résultats électoraux de 1973-74) : l'Union civique radicale et la « Justicialista » (péroniste). Il en existe d'autres moins forts, unifiés ou divisés en fractions conservatrices, démocrates-chrétiens, socialistes, fédéraux, démocrates-progressistes, ainsi que le Parti communiste (pro-soviétique) et divers partis provinciaux. Parmi ces derniers, il y en a plusieurs qui prennent part à l'exercice gouvernemental (par décision du pré-

sident Galtieri) dans leurs provinces respectives et qui appuient le « processus ». Si, comme il a été dit dernièrement, le projet de statut contenait une clause qui a suscité de nombreuses critiques, car on se réfère à une expresse interdiction de réviser ce qui concerne la répression militaire. Si cette pré-vention se concrétisait, cela voudrait dire qu'on ne pourra plus aborder le problème des disparus, ni demander des informations à leur sujet, c'est-à-dire étouffer le drame que vivent leurs familles, les manifestations publiques de leurs mères, les réclamations des institutions et personnalités restées sans réponses.

Dans les journaux locaux du 9 mars, il était rendu compte des réponses du ministre de l'Intérieur, le général Alfredo Saint-Jean, aux journaux étrangers, entre autres *Le Monde* sur divers lieux communs. Sur les disparus, il a été dit, entre autres, que « le gouvernement a l'intention de régler définitivement ce problème, dans la mesure du possible ». Il a soutenu que la presse donne un bilan de nombreux disparus dans les deux camps, même dans celui qui pourrait s'appeler « neutre » et « il est possible qu'à un moment donné le gouvernement décide de faire connaître les cas qui ont pu être éclaircis. » Il a affirmé qu'au sujet de l'« enlèvement et assassinat de la jeune Ana Maria Martinez, le gouvernement est résolu à poursuivre les recherches. En vérité, aucun éclaircissement n'a été donné à la famille.

On a exclu de cet article toute appréciation inspirée des principes libertaires, afin de signaler les faits avec la plus grande objectivité. Nous allons nous occuper successivement des affaires spécifiques de caractère économique, social, éducatif, syndical, culturel, etc. du panorama argentin.

Traduit par le Secrétariat aux Relations internationales de la FAI

LA MUTUALITÉ

La Mutualité aujourd'hui

En France, le mouvement mutualiste compte environ 23 millions de bénéficiaires, soit 12 millions de chefs de famille, répartis dans une dizaine de milliers de sociétés mutualistes de base. La majorité de ces sociétés forment la Fédération nationale de la mutualité française, avec une vingtaine de millions d'ayants droit. La Fédération nationale des mutuelles de travailleurs regroupe 2 500 000 adhérents inscrits dans quelques centaines de sociétés mutualistes. Certaines sociétés mutualistes ne font partie d'aucune fédération. D'autres ont la double appartenance.

La Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), c'est la mutualité traditionnelle. Elle comprend des sociétés mutualistes d'entreprise, des sociétés mutualistes d'artisans, de commerçants, d'agriculteurs, etc. La Fédération nationale des mutuelles de travailleurs, elle, ne regroupe que des salariés. Ces dernières années, un rapprochement s'était opéré entre les deux fédérations en vue d'une réunification du mouvement mutualiste. Puis les relations se sont tendues depuis l'arrivée d'un nouveau président à la tête de la FNMF. La situation politique nouvelle permettra peut-être d'arriver à une conclusion bénéfique pour tous les mutualistes. Encore que...

Ce qui caractérise le mouvement mutualiste français, c'est son indépendance organique vis-à-vis des partis politiques et des confédérations syndicales. A l'étranger, notamment en Belgique, dans les pays de tradition social-démocrate, les mutuelles (qui n'ont d'ailleurs pas le même caractère que les nôtres) sont dirigées directement par les syndicats. Ainsi, en Belgique, existent une mutualité « socialiste » et une mutualité « chrétienne ». En France, bien que les premiers syndicats aient souvent pris naissance au sein de sociétés mutualistes, le syndicalisme et la Mutualité se sont nettement séparés et sont devenus même hostiles l'un à l'autre pendant longtemps. Dans les pays que nous venons de citer, au contraire, la Mutualité fait partie intégrante des activités syndicales.

Fonctionnement des sociétés mutualistes

Tous les citoyens peuvent créer une société mutualiste. Il suffit qu'ils rédigent des statuts qui conservent certaines dispositions des statuts types prévus par le Code de la Mutualité, qu'ils les soumettent à l'approbation du préfet qui ne peut les refuser s'ils sont conformes aux dispositions fondamentales qui garantissent le fonctionnement démocratique de la société. Un numéro est attribué à la nouvelle société.

Les sociétaires doivent se réunir en assemblée générale au moins une fois par an. Le lieu, la date, l'ordre du jour doivent leur être communiqués en temps voulu. Ce sont les sociétaires qui fixent le montant des cotisations, qui déterminent les prestations qu'ils désirent se voir attribuer. Ils désignent à bulletin secret les administrateurs, en général pour trois ans, le maximum étant six ans. En assemblée générale, les sociétaires discutent le rapport moral ; eux seuls sont habilités à modifier les statuts, à prononcer la dissolution de la société ou sa fusion avec une autre.

Les administrateurs élus forment le conseil d'administration. Celui-ci nomme en son sein le bureau, qui se compose d'un président, d'un ou de plusieurs vice-présidents, d'un secrétaire général, d'un trésorier, de leurs adjoints, éventuellement de conseillers techniques. Le bureau est ordinairement renouvelable tous les ans. Toutes les fonctions sont bénévoles.

Dans les départements, les sociétés mutualistes peuvent se grouper en union départementale, qui s'affilie elle-même à la fédération nationale. Seules les sociétés nationales, sous certaines conditions, peuvent adhérer directement à la fédération nationale. Dans ce cas, les sections départementales des sociétés nationales doivent obligatoirement adhérer aux unions départementales.

Actuellement, le mouvement mutualiste est organisé en multiples sociétés de base, qui peuvent être : des sociétés d'entreprise, des sociétés interentreprises, des sociétés professionnelles nationales, régionales, inter-départementales..., des sociétés de fonctionnaires, des sociétés d'étudiants, des sociétés familiales territoriales, des sociétés de commerçants, d'artisans, de professions libérales, des sociétés de militaires, de policiers, des sociétés de religieux, des sociétés de cultivateurs,

des sociétés de marins, etc. On voit que le champ de recrutement est vaste !

Ces sociétés vont de la petite entreprise de quelques dizaines d'adhérents aux mutuelles géantes de fonctionnaires, de l'Education nationale, qui compte des centaines de milliers d'adhérents. Pour chacune, cependant, le fonctionnement légal est le même.

Les unions départementales, les fédérations nationales tiennent aussi une ou plusieurs assemblées générales chaque année, des congrès selon une fréquence variable.

Rôle des sociétés mutualistes

Le principal rôle des sociétés mutualistes, c'est d'assurer la complémentarité des prestations de la Sécurité sociale, en tout ou partie, selon ce que les adhérents ont décidé. Ensuite, les sociétés peuvent offrir d'autres prestations : participation aux frais de chambre particulière en cas d'hospitalisation, prime à la naissance, remboursements plus importants pour les prothèses dentaires, d'audiométrie, de lunetterie, etc., paiement d'indemnités journalières en cas d'arrêt de travail pour maladie, aides spéciales... Là aussi, la diversité est grande.



Des sociétés mutualistes importantes ou, le plus souvent, des unions mutualistes départementales ont créé des œuvres sociales : centres de santé, centres médico-pédagogiques, cabinets dentaires, d'optique, etc. Voici un tableau des principales œuvres gérées par la Mutualité établie en 1980 : 57 pharmacies mutualistes (7 autres doivent ouvrir en 1982 dont celle de la Mutuelle nationale de la presse et du livre, qui sera la première à Paris) ; 125 centres d'optique ; 152 cabinets dentaires ; 25 centres de soins ; 69 centres médicaux ; 25 cliniques ; 13 hôpitaux ; 30 établissements pour handicapés ; 59 établissements pour personnes âgées ; 36 services d'aide ménagère ; 3 d'hémodialyse ; 5 services d'examen de santé ; 127 œuvres de vacances et de loisirs.

Il est utile de rappeler que toutes ces réalisations sont à but non lucratif, et administrées par des administrateurs bénévoles.

L'avantage, pour les mutualistes, de ces centres, c'est un accès facile aux soins, sans avoir d'avance d'argent à faire ou n'apportant qu'une contribution minime. C'est aussi de bénéficier souvent d'une médecine d'équipe, la plupart des disciplines médicales se trouvant sur place ainsi que la radiologie, le laboratoire d'analyses médicales, etc. L'importance du nombre de personnes qui vont consulter dans les centres mutualistes montre qu'ils répondent à un réel besoin de la population.

Ils connaissent pourtant, depuis ces dernières années, de graves difficultés financières en raison des charges qu'ils subissent seuls, alors que le secteur libéral en est dispensé, et dont les plus révoltantes sont les abattements opérés par la Sécurité sociale lors de ses remboursements aux centres (7, 13 et 20 pour cent). Beaucoup de centres de santé ont été contraints de fermer, le déficit ne pouvant plus être supporté par les associations. La droite au pouvoir, entièrement au service du secteur libéral, n'avait pas caché son intention de laisser disparaître la plupart des œuvres sociales. La gauche, elle, a fait des déclarations contraires ; jusqu'à présent, rien n'est encore venu confirmer ses bonnes intentions, et les difficultés de gestion ne font que s'accroître.

La Mutualité dans l'assurance

Les compagnies d'assurance se sont lancées à la conquête du « marché » de la santé dans les entreprises. Avec l'aide active du patronat, elles sont déjà parvenues à éliminer des sociétés mutualistes. Leurs offres sont alléchantes, plus complètes que les prestations généralement servies par la mutuelle (salaire garanti pendant trois ans, paiement d'indemnités en cas d'invalidité définitive, capital-décès...). L'employeur, qui souvent participe peu ou pas du tout à la cotisation de la mutuelle, propose de prendre à sa charge tout ou partie des primes à payer à la compagnie d'assurance. Cette attitude n'est pas le fait du hasard mais fait partie d'un plan concerté avec les pouvoirs publics de droite. Le président du Conseil national du patronat français adressait à ses adhérents une circulaire le 30 janvier 1976, dont voici quelques extraits : « Notre attention a été attirée par la tendance très nette des organisations syndicales, marquée plus particulièrement au cours des années 1974-1975, à demander aux responsables des entreprises, notamment lors des négociations des accords collectifs, que la couverture des risques (...) soit confiée aux sociétés mutualistes de préférence aux organismes d'assurances. Cette tendance est favorisée par le développement des liens entre les syndicats et la mutualité à travers les sociétés mutualistes d'entreprise gérées directement ou indirectement par les comités d'entreprise. (...) Il nous apparaît que les fédérations comme les entreprises doivent veiller à préserver, aux différents échelons de décision et notamment au niveau des conventions collectives ou au sein des institutions de prévoyance, la liberté de choix de l'organisme assurant les risques. La consultation de l'ensemble des organismes pouvant assurer ces risques est donc une mesure que nous ne saurions trop recommander, les critères du coût et de la qualité de service étant un élément essentiel de la décision, sans négliger le fait que le contrôle des sociétés d'assurance par le ministère de l'Economie et des Finances apporte des garanties certaines de sécurité et de solvabilité. »

Voilà. Cette lettre prévient ses destinataires que les mutuelles sont très (trop) liées aux syndicats, qu'il convient de garder une liberté de choix, ça fait démocratique, mais qu'il faut donner la préférence à ceux qui offriront le meilleur produit ; or comme la compagnie d'assurance garantit la plupart du temps les biens de l'entreprise, elle peut facilement faire des propositions meilleures que la société mutualiste au même coût et même à un moindre coût, du moins dans un premier temps, car une fois que le marché est enlevé, les choses changent. Enfin, dans sa lettre, M. Ceyrac appuie son appel à choisir les compagnies d'assurance, qui drainent l'épargne pour financer les investissements industriels, par la garantie que représenterait le contrôle du ministère des Finances, en oubliant que les sociétés mutualistes sont elles aussi soumises à un contrôle, préfectoral celui-là.

Si le secteur de l'assurance commerciale tente de pénétrer dans le secteur de la couverture sociale où seule la Mutualité était présente, celle-ci a contre-attaqué en offrant à ses adhérents des systèmes de prévoyance équivalents à ceux des compagnies d'assurance. C'est ainsi que la Fédération nationale de la mutualité française a fondé la Société nationale mutualité expansion, habituellement désignée sous le nom de Mutex, qui compte déjà 3 millions de participants.

La Mutualité s'est aussi fortement implantée dans le secteur de l'assurance de l'automobile. 60 pour cent des automobilistes sont assurés dans un organisme d'assurance mutualiste. Les plus grosses sociétés sont celles qui regroupent les fonctionnaires (GMF), les membres de l'Education nationale (MAIF), les commerçants et artisans (MACIF-MAAF), les travailleurs mutualistes du secteur privé (MAT-MUT), etc.

Il faut préciser que ces sociétés sont des organismes à caractère mutualiste (pas de but lucratif), mais qu'elles ne sont pas des sociétés mutualistes au sens ordinaire du terme (elles ne versent pas de prestations, par exemple). Elles font partie, comme les coopératives, le crédit mutuel, les mutuelles, du secteur dit de l'économie sociale. Pour donner un chiffre de grandeur, signalons que les sociétés mutualistes ont reçu, en 1980, environ 12 milliards de francs lourds de cotisations !

André DEVRIENDT (à suivre)

Le Nouveau Conte d'hiver

par Yu Luojin Ed. C. Bourgeois

NOUS connaissons les « chinoïeries » de Pearl Buck et de Han Suyin, mais ce livre de Yu Luojin *Le Nouveau Conte d'Hiver* est d'une autre facture. La différence qui existe entre ce récit romancé et les ouvrages des deux romancières chinoises américanisées est le même qu'entre *Chinois, si vous saviez* dont j'ai parlé à cette même place et *Quand la Chine s'éveillera*, cette compilation laborieuse et collective signée Alain Peyrefitte ! C'est la différence entre la littérature académique, faite de raccollage, et l'autre, la vraie, la littérature de témoignages à travers la vie de tous les jours que les circonstances élèvent à la hauteur de la tragédie.

Il s'agit de la vie d'une jeune intellectuelle chinoise, qui traverse la révolution culturelle comme un cauchemar... dont le point culminant est l'exécution de son frère Yu Luoke. La jeune fille, victime de la « théorie de la parenté », est classée dans « la catégorie noire », et cette situation en marge va peser sur ses frères épaules pendant des années. Le récit nous conte le climat politique insupportable qui règne dans la Chine de Mao, les incroyables hiérarchies qui compartimentent cette société qui se réclame du marxisme-léninisme. Yu Luojin va subir les brutalités de la nomenclature. Chassée de son usine, elle sera soumise à la rééducation par le travail, c'est-à-dire envoyée dans une ferme dans une « commune » à la campagne où elle sera détenue comme membre du « groupe réactionnaire ».

Sous l'influence de sa famille, Yu Luojin va devoir trouver un mari qui soit, lui, dans la « catégorie rouge », afin de sortir de la servitude. Elle le trouvera dans le grand nord où elle s'est réfugiée pour échapper à l'oppression qui règne dans la capitale. Union sans amour, qui ne sera pas heureuse, même si Zhiguo, l'époux utilitaire, n'est pas un mauvais bougre. C'est là qu'elle va connaître amour et déception. Elle divorcera puis se remariera avant que son second divorce, après la mort de Mao, prenne dans le pays l'aspect d'une proclamation pour la liberté de la femme. Yu Luojin est devenue écrivain, une de ces femmes qu'on aimerait connaître.

J'ai trop rapidement essayé de tracer le parcours politique de l'auteur, et cependant je n'ai rien dit de ce qui rend ce livre admirable, qui est la peinture de la Chine de tous les jours, la vie des petites gens écartelées entre les soumissions aux coutumes ancestrales et les soumissions imposées par la caste des marxistes-léninistes qui règnent en despotes sur un peuple composé en majorité de paysans et qui essaient, à l'aide de roudlardises ancestrales, de trouver des solutions aux problèmes multiples qui les assaillent.

La figure de Yu Luojin, femme chinoise libérée, rayonne entre ces pages, mais le personnage principal, c'est ce petit peuple qui lui fait cortège et que l'on se prend à aimer tant on a l'impression qu'il a de nombreux points communs avec le petit peuple de notre pays qui, à certains moments de son histoire, connut cette situation, où les révoltes et les lâchetés faisaient cortège au despotisme.

Le Nouveau Conte d'hiver est un grand livre qu'une excellente introduction re-situe dans le temps et le milieu. Un livre à placer sur un rayon de votre bibliothèque auprès de Jacquou le croquant et de quelques autres.

Maurice JOYEUX

Invités de Radio-Libertaire

- Jeudi 1^{er} avril : « L'invité quotidien » (18-22 h) : l'AFOC (Association de consommateurs CGT-FO).
- Vendredi 2 avril : « Le magazine pour rire » (14-18 h) : docteur Deguirel.
- Lundi 5 avril : « L'invité quotidien » : Gérard Comte parlera de la vie quotidienne dans la Commune de Paris.
- Mardi 6 avril : « L'invité quotidien » : Sylvia et François traiteront de psychiatrie.
- « Vous avez dit Bigard » (22-24 h) : Serge Brussolo (écrivain de science-fiction).
- Mercredi 7 avril : « L'invité quotidien » : le RHJF à propos de l'homosexualité.
- Jeudi 8 avril : « L'invité quotidien » : Unanimité et démocratie majoritaire, par G. Balkanski.
- Vendredi 9 avril : « L'invité quotidien » : Chris à propos de son livre *Sur un air de poisson volant*. Thème : la radio comme moyen de culture.

RADIO-LIBERTAIRE

(émettant sur Paris et proche région)

SUR 89,5 MHZ

(Tous les jours de 6 h à 24 h, sauf le dimanche de 20 h à 24 h)

« Litan »

et le cinéma fantastique

LE film de Jean-Pierre Mocky, *Litan, la cité des spectres verts* a eu le grand prix de la critique du film fantastique à Avoriaz et c'est mérité ! Car c'est l'une des rares fois où l'on est amené à distinguer deux genres que l'on confond, hélas trop souvent : l'horreur et le fantastique. D'ailleurs, dans ce festival d'Avoriaz, il y a beaucoup plus d'horreur que de fantastique. Ceci est certainement dû aux cinéastes et surtout aux producteurs qui ont peur de se lancer dans un genre presque vierge au cinéma.

Si les films d'horreur font souvent appel à des thèmes fantastiques, comme les vampires, les morts-vivants, ce ne sont pas véritablement des films du genre, puisque c'est surtout l'horreur qui est visée et non le fantastique. Et pour cause : on rabâche des thèmes et cela sans même la moindre trace d'originalité.

Le fantastique, qui devrait être un genre ouvrant toutes grandes les portes de l'imagination et par conséquent celles de la création, est au contraire un genre pauvre, puisque confondu et trop souvent amené à être l'horreur.

Oui, on peut faire un film fantastique sans faire appel pour autant aux vampires ni aux scènes de boucheries coutumières, très souvent mal faites, d'ailleurs. Le fantastique, c'est le domaine du rêve, du bizarre, de l'insolite, un domaine qui échappe à la logique et à la raison, c'est, selon les termes du dictionnaire : *1°) Qui est créé par l'imagination, qui n'existe pas dans la réalité ; 2°) Imaginaire, fabuleux, irréel surnaturel ; Par ext. 3°) Enorme, étonnant, extravagant, formidable, incroyable, invraisemblable, sensationnel.*

Après cela, on peut dire que le cinéma qu'on nomme fantastique l'est en fait très peu et qu'il est à redécouvrir !

Une autre approche qu'on pourrait faire au cinéma qui se veut fantastique, c'est sa rationalisation. On veut à tout prix donner une logique, une explication, un dénouement final qui, comme dans les polars, explique tout. C'est là une grande faiblesse. En fait, ce qui définirait un bon film fantastique, c'est ceci : sortir d'une salle en disant « On a vu des choses étranges, fascinantes et belles (ou même angoissantes) » et en garder toute la fascination et l'étrangeté en soi une fois sorti du cinéma.

Est-ce le cas pour *Litan* ? On peut répondre affirmativement, et si ce film reprend un thème connu et très employé, celui des morts qui reviennent, ce n'est pas un film d'horreur. *Litan*, c'est un rêve, ou si vous préférez, un cauchemar tel qu'on peut en faire. Pas vraiment de suspense donc, ni de véritable logique, mais seulement une poursuite éperdue pour quitter ce mauvais rêve. Signifions tout de suite la mise en scène baroque de Jean-Pierre Mocky, et ajoutons à cela la très belle photographie de Edmond Richards et, bien sûr, la musique de Nino Ferrer.

Un reproche toutefois, les acteurs ne sont pas toujours convaincants et, de ce fait, une ou deux scènes ne sont pas très bien réussies.

Le lieu est d'une très grande importance dans ce film tourné en décor naturel. J.-P. Mocky a trouvé un village tout à fait étonnant, un véritable lieu de malédiction.

Litan n'est peut-être pas un chef-d'œuvre, mais c'est un très bon film qui a le mérite de redonner son vrai sens au cinéma fantastique.

Maxence ROUSSEAU

Litan, un film de J.-P. Mocky, avec J.-P. Mocky, Marie-José Nat, Nino Ferrer, scénario Jean-Pierre Mocky et Claude Romer.



• CONCERTS :

Poker Blues, de Vanina Michel : tantôt au piano, tantôt à la guitare électrique, elle nous balance péle-mêle la solitude, la quête de l'amour, la femme, les « pourquoi » du cœur, un univers plutôt noir mais dans lequel la tendresse et l'amour restent toujours sous-jacents. Jusqu'au 10 avril au Petit Palais des Glaces à 20 h 45.

Riou-Pouchain : les 6 et 7 avril à Rouen, Espace Duchamp-Villon. Patrick Font et sa troupe : le 2 avril à Chambéry.

Willie Loco Alexander : le 1^{er} avril à Béziers, le 2 à Toulouse (au « Pied »), le 3 au festival « Printemps de Bourges », le 5 à Villeneuve-sur-Lot (Théâtre municipal), le 6 à Mont-de-Marsan (salle municipale) et le 7 à Bordeaux (grand parc).

Gilles Vigneault : le 1^{er} avril à la salle de l'Alhambra à Bordeaux (21 h), le 2 au Palais des Congrès de Parthenay (21 h), le 3 au « Printemps de Bourges » (21 h), le 6 au théâtre d'Annecy (20 h 30) et le 7 à la salle Dauphine à Grenoble (21 h).

José Afonso : le 2 avril à Ivry (21 h), le 3 à la MJC (49, rue des Martyrs) à Joué-les-Tours (21 h) et le 4 au Grand Théâtre de Bourges (17 h).

François Béranger : le 3 avril à la Salle des Fêtes de la mairie de Rosny-sous-Bois.

Cuarteto Cedron : le 1^{er} avril à Orléans.

• CINÉMA :

Et si c'était l'inverse... messieurs ! Produit par les Sœurs rouges (Danemark) depuis le 31 mars au studio St-Séverin (VO) : Et si un jour les hommes et les femmes échangeaient leurs rôles jusque dans les moindres détails de la vie quotidienne, tout en gardant précisément leur apparence actuelle ?...

Cavales insoumises, Avis de Recherche 50 F
Quand le laurier reverdira, Ladame 90 F
Karl Marx, M. Ragon 15 F
L'espoir des arbres, Boucher 52 F
Les pollueurs, Guérin-Henni 29 F
Socio-écologie, Gautier 80 F
L'Argentine de la peur, Poutet 48 F

LIVRES
 EN VENTE
 À PUBLICO

SÉLECTION



RADIO

- *France-Culture* : le 1^{er} avril à 20 h : *Jocaste*, de Michèle Fabien. Transposition actualisée du mythe de la mère d'Oedipe. Le 4 avril à 20 h : *Les souterrains*, de Jack Kerouac. Dans les années 50, la beat-generation.
- Le 4 avril à 14 h : *Des souris et des hommes*. Adaptation du célèbre roman de Steinbeck.
- Le 6 avril à 9 h : les vrais Brésiliens : les Indiens au Brésil.



TÉLÉVISION

- TFI : le 1^{er} avril à 20 h 35 : *Allo, oui ? j'écoute*, de J.-P. Gaillard.

Le 5 avril à 15 h 20 : *Les couleuvres de la vie*, avec Henri Gougaud, Carole Laure et Louis Furey. Le 5 avril à 20 h 35 : *Anna et les loups*, de Carlos Saura. Le passage du quotidien à l'étrange et même à l'atroce.

— A2 : le 3 avril à 17 h 50 : *La grande aventure sur le désert glacé*. Sur la trace des esquimaux.

Le 3 avril à 21 h 40 : *Mérette*, de Jean-Jacques Lagrange. Le libre examen chez les huguenots.

Le 6 avril à 20 h 35 : *Invasion*. L'entrée à Prague des tanks russes en 1948.

Le 7 avril à 20 h 35 : *80-90 : les années de la dissuasion*. Ou comment la télé veut nous faire avaler la force de frappe de gauche. (Relire à cette occasion la brochure de Y. Le Hénaff : *Les armes de destruction massive*).

— FR3 : le 3 avril à 20 h 30 : *Don Giovanni*. Sûrement le plus bel opéra de Mozart.

Le 4 avril à 18 h 15 : début d'une série : *Les secrets de la mer Rouge*, d'après l'œuvre d'Henri de Monfreid. Aujourd'hui : *La route aux perles*.

Le 7 avril à 20 h 30 : *Une faible passagère*, sur une idée originale d'Huguette Debaisieux.

Quand le masque de l'appareil CFDT tombe, le néo-corporatisme fascisant apparaît

CES dernières semaines, les amateurs de cinéma socio-politique ont été servis par les grosses colères d'Edmond Maire. D'abord contre Mitterrand qui, poussé dans les reins par l'action des travailleurs, a mis momentanément au placard les « cadeaux » que l'appareil CFDT souhaitait voir faire au patronat à l'occasion de la diminution du temps de travail. Ensuite, en ayant le culot de découvrir des staliniens en France... après s'être servi d'eux pendant 20 ans pour se développer.

Il nous prend pour quoi, ce prêtre refoulé ? (1) Serait-il soudain jaloux de la trajectoire de son frère en dieu qui vient d'entrer — potiche piégée, manipulée et manipulatrice — au bureau confédéral de la CGT ?

De la collaboration de classes

Dans ces deux prises de position spectaculaires, Séguy se contente de déceler de la collaboration de classes... alors que lui-même, comme d'autres, la pratique habituellement sans en gêner quelconque. S'il ne s'agissait que de cela... En effet, sur la collaboration des classes, je me contenterai de répéter ce que j'écrivais déjà dans *Le Monde libertaire* en 1964 : la collaboration des classes commence nécessairement quand les prolétaires — ceux qui ne possèdent que leur force de travail comme moyen de production — vendent cette force de travail à des employeurs — donc des capitalistes puisqu'ils possèdent d'autres moyens de production que leur force de travail — parce que, dans le contexte social, cet acte leur apparaît comme le seul moyen de subsister, c'est-à-dire de se nourrir, se vêtir, se loger, se soigner...

Ce schéma — l'offre de travail contre rémunération — constitutif de l'exploitation de l'homme par l'homme est aussi constitutif de la collaboration des classes imposée par cette nécessaire satisfaction des besoins. Situation que Pouget décrivait comme un « contrat léonien » (2).

Quand, sous la pression de l'exploitation, la conscience de classe se développe et conduit à la création de l'organisation spécifique de la classe exploitée qu'est le syndicat, ce syndicat ne peut que prendre acte de cette collaboration des classes liée au régime capitaliste et faire avec. La collaboration des classes ne peut disparaître qu'à l'occasion d'un mouvement révolutionnaire victorieux. Et pas n'importe lequel : l'expérience a suffisamment montré que lorsque le mouvement révolutionnaire conduit à la mise en place d'un régime latino-stalinien, la nouvelle classe dirigeante — même quand ses membres sont issus du prolétariat — impose elle aussi la collaboration à la classe

ouvrière qu'elle continue d'exploiter sans aucun complexe apparent.

En régime capitaliste — privé ou d'Etat — toute organisation syndicale, même la plus indépendante par rapport au patronat et à l'Etat, ne peut que pratiquer une forme de collaboration des classes. Et Pouget en avait bien conscience quand il utilisait les mots « armistice » et « trêve » (2). Le reproche de collaboration de classes fait par Séguy à la CFDT n'est qu'un leurre.

De l'intégration

Ce n'est pas gratuitement qu'un matérialisme lénino-stalinien se sert des connotations moralisatrices et idéalistes d'un concept. Une des retombées importantes du compromis historique est de présenter le choix entre les néo-cléricaux et les staliniens comme la seule alternative possible pour abattre le capitalisme libéral, ce qui permet de masquer l'essentiel, l'objectif commun à chacun des compères que constitue l'intégration de l'organisation de classe des travailleurs salariés aux rouages des entreprises et de l'Etat.

C'est pour cela que Séguy ne dénonce pas cet objectif fondamental de l'appareil CFDT qui sous-tend toute stratégie du groupe *Reconstruction* depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Et la liste s'allonge des militants situés à un haut niveau dans l'appareil CFDT qui viennent d'être « placés » à un haut niveau dans l'appareil de l'Etat. En quelques mois, déjà cinq membres du secrétariat confédéral : Jeannette Laot au secrétariat général de la présidence, René Decaillon au cabinet du ministre du Travail, Hubert Lesigre-Ogrel au cabinet du ministre de la Solidarité nationale, Hubert Prévôt généreusement « prêté » à la CFDT depuis 1974 par l'administration Giscard d'Estaing — nommé commissaire général au Plan par Michel Rocard, Michel Rolant à la direction générale d'une agence pour la maîtrise de l'énergie. Ne seraient-ce que des choix individuels faits par de vulgaires arrivistes ? L'arrivisme existe sans doute, mais il n'intervient qu'en plus, tout en servant habilement de paravent à une opération politique de grande envergure. Pour le moment, on peut recenser une bonne cinquantaine de cas, généralement moins voyants que les cinq précédents.

A ce niveau, il ne s'agit pourtant que d'une intégration diffuse : les poissons-pilotes envoyés au charbon dans l'appareil d'Etat abandonnent officiellement leurs fonctions syndicales.

Une tentative d'intégration plus nette est lancée en parallèle par l'intermédiaire des comités

locaux pour l'emploi « tripartites », c'est-à-dire composés de représentants des syndicats, du patronat et d'élus locaux. Ces comités locaux de l'emploi (CLE) auraient été revendiqués par la CFDT « dans la plateforme confédérale de 1977 » (3), et la confédération suggère : « ... pas de contrat de solidarité sans passer par le CLE et pas de licenciement sans qu'il en soit saisi également ». En citant le cas de Lorient, on précise : « ... l'association est ouverte aux organisations professionnelles et sociales qui adhèrent aux statuts et qui sont admises par le conseil d'administration (ce qui pourrait être le cas de syndicats des familles ou du cadre de vie) ».

Sommes-nous vraiment des « sectaires » quand nous observons que ces propositions s'alignent sur les objectifs de « reconstitution du tissu social » avancés par Paul VI et surtout — notamment quand certains responsables CFDT revendiquent la création de « chambres régionales du travail » — reprennent en les modernisant les thèmes du vieux corporatisme clérical et fascisant.

A ceux qui ont gobé sincèrement la « déconfectionnalisation » de la CFDT, je suggère la lecture des actes d'un colloque européen organisé en 1973 sur le thème : « Chrétiens et politique », notamment par le Mouvement international des intellectuels catholiques *Pax Romana*.

De la solidarité nationale

Dans les communications relatives au syndicalisme, ils pourront vérifier que pour les néo-cléricaux infiltrés dans le mouvement ouvrier, la déconfectionnalisation est le moyen de « faire valoir leurs principes » (4) dans des structures non confessionnelles.

En termes plus triviaux, il s'agit de mettre momentanément son drapeau dans sa poche pour essayer de piéger des gogos.

Et l'une des interventions se termine par des phrases « prophétiques », décrivant en 1973 les positions actuelles de la CFDT : « Il en découle une option qui pourrait être proposée aux chrétiens : celle du syndicalisme engagé, poursuivant un certain type de société, en fonction d'une certaine vision de l'homme. C'est en même temps celle d'un syndicalisme responsable, c'est-à-dire ayant une attitude sélective vis-à-vis des structures dans lesquelles il vit et ayant le courage de déterminer ses attitudes en consultation avec sa base, en demandant à cette base certains sacrifices, dans la mesure où ces sacrifices correspondent à une politique d'efficacité pour atteindre les buts poursuivis » (4).



Ce qu'il faut sacrifier sur l'autel de la politique d'efficacité, ce sont par exemple les fameux « avantages acquis » — dénoncés aussi par Yvon Gattaz, le numéro 1 du CNPF — que Maire décrit comme une « religion » qu'il propose à notre vindicte.

Il n'oublie tout de même pas de nous faire l'article pour une religion de remplacement : celle du « partage » du travail et des revenus. Dame ! Il y a du chômage et il faut bien gérer l'austérité.

Certes, nous sommes toujours en régime capitaliste, le patronat et l'Etat sont toujours en place ; mais l'Etat, vous ne voudriez tout de même pas vous en passer ? Quant aux patrons, bof ! en « changeant la vie » et en construisant une « nouvelle solidarité », nous finirons bien par nous serrer la ceinture en chœur, sans eux, comme s'ils n'existaient pas : c'est entre nous — pour communier — que nous devons être « partageux ».

Et vous, les anarchistes, fermez vos gueules ! Vous êtes minoritaires, or « la majorité des salariés, et pas seulement des salariés mais des citoyens, veut mettre un terme au plus vite au drame du chômage » (5). Aussi, le secrétaire général de l'UDF n'a pas manqué de faire connaître le fond de sa pensée à la cantonnade : « Edmond Maire a raison ! » (6).

Soutenir, en régime capitaliste — privé ou d'Etat — que les exploités doivent accepter des sacrifices sous la pression de la majorité des citoyens, cela relève de quelle idéologie ?

Edmond Maire se rapproche de plus en plus des positions qui faisaient déclarer à Mussolini en 1920 : « Il n'est pas douteux que si la classe ouvrière... persévère dans cette voie et continue à donner de semblables preuves de son activité laborieuse et de sa discipline, on ne pourra plus lui refuser une participation plus ou moins étendue au gouvernement de la nation » (7).

Décidément, la CFDT accélère sa transformation en syndicat-parti national-solidariste. En attendant mieux !

Aussi, la prochaine fois qu'on vous proposera — au nom d'un « nouvel ordre économique mondial », de la solidarité nationale ou d'un écolisme quelconque — de réduire votre consommation, bottez sans tarder le cul qui profère cette invitation obscène.

Marc PRÉVÔTEL

(1) *Evelyn Fallot*, L'Express, n° 1399, 1/7 mai 1978, 72.

(2) *Emile Pouget*, Le Sabotage, *Marcel Rivière éd.*, Paris s.d., 25-26.

(3) *Syndicalisme-hebdo*, n° 1891, 10 déc. 1981.

(4) *Jean Kulokowski*, Chrétiens et politique, *Éditions universitaires*, Paris, 1974, 100-101.

(5) *Edmond Maire*, récemment sur *France-Inter au cours d'un « Face au public »*.

(6) *Michel Pinton*, Le Matin de Paris, 1^{er} mars 1981.

(7) *B. Mussolini*, *Popolo d'Italia*, 31/12/1920 in *B. Burozzi & V. Nitti*, *Fascisme et Syndicalisme*, *Librairie Valois*, Paris 1930, 82.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.